logoCirad_vert_3.png

**Quelles options pour un système d’importation des produits agricoles et forestiers sans déforestation en France ?**



Guillaume Lescuyer, Adrien Testé (CIRAD)

Mars 2021

Rapport pour le CST Forêt (Chantier 2)

Résumé exécutif

En novembre 2018, la France publie sa stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI). L’accent mis sur la certification dans la SNDI et la diversité des filières concernées ont fait émerger l’idée d’un méta-label « zéro déforestation », qui endosserait les standards existants pour peu qu’ils répondent aux critères fixés pour limiter la déforestation. Cette étude avait pour objectif premier d’analyser la perception des acteurs sur la pertinence d’un tel méta-label et sur sa faisabilité. Il est cependant rapidement apparu que le méta-label ne représentait qu’une des démarches envisageables pour opérationnaliser la SNDI. La littérature scientifique sur les chaînes de valeur durables, le document de la SNDI lui-même ou les acteurs concernés envisagent aussi d’autres instruments pour appliquer cette politique publique. Le champ de ce rapport s’est donc élargi à passer en revue les principales approches mobilisables pour établir à terme un système d’importation en France des produits agricoles et forestiers sans déforestation.

**Revue de littérature sur les options de lutte contre la déforestation importée**

La première partie de ce rapport passe en revue les approches publiques, privées et hybrides mobilisées pour promouvoir la production et le commerce de commodités agricoles et forestières durables. Il existe une large palette d’approches et d’instruments, dont les mises en œuvre pour les filières mentionnées dans la SNDI sont récapitulés dans le tableau suivant.

Synthèse des approches de promotion de la durabilité et de la zéro déforestation

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Commodité | Standard de durabilité | Code de conduite | Approche paysagère | Partenariat Public-Privé | Engagement des compagnies | Diligence raisonnée | Plateforme pluri-acteurs | Réglementation |
| Huile de palme |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Soja |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Cacao |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Hévéa |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Bois |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Boeuf |  |  |  |  |  |  |  |  |

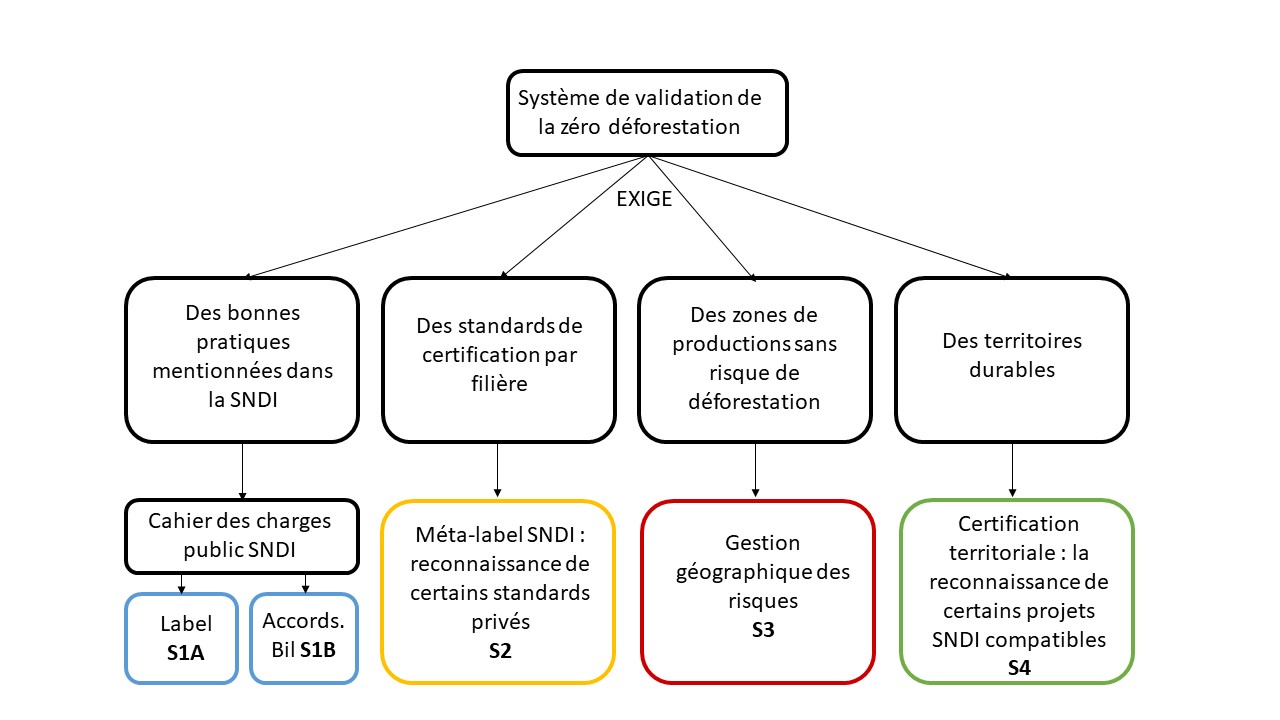
(Gris: absent; jaune: présent; vert: important)

Plusieurs types d’interaction sont observés entre ces diverses approches de promotion de la zéro déforestation, allant de l'antagonisme, à la complémentarité ou la substitution. Avec ce large éventail de types de gouvernance et d’approche, ayant chacun leurs atouts et leurs lacunes, il est difficile de proposer une démarche unique pour mettre en œuvre les différentes facettes de la SNDI.

**Identification des scénarios de mise en œuvre de la SNDI**

En nous inspirant de la revue de littérature et des solutions envisagées depuis une petite décennie par la Commission européenne, nous avons élaboré cinq « scénarios » illustrant les trajectoires que pourrait prendre l’application de la SNDI. Ils sont synthétisés dans la figure suivante, qui explicite le type d’instrument privilégié, quelle que soit la filière envisagée.

Scénarios envisagés pour mettre en œuvre la SNDI



Tout d’abord, la France peut créer unilatéralement un label « zéro déforestation » qui garantira que la production d’une commodité agricole n’a pas eu d’impact sur la forêt (scénario S1A). Il est aussi envisageable que les pays importateurs s’entendent avec les pays producteurs pour définir les critères utilisés pour octroyer un tel label (scénario S1B), sur le modèle des Accords de Partenariat Volontaire du plan d’action FLEGT. Une autre approche consiste à endosser certains standards privés de durabilité, comme les normes FSC, PEFC, RSPO, ou Rainforest Alliance, pour attester la zéro déforestation des produits importés (scénario S2). La quatrième option est de cartographier les zones de production à haut risque de déforestation et d’interdire l’importation des produits qui en sont extraits (scénario S3). Enfin, dans le scénario S4, les pays consommateurs identifient des territoires certifiés durables et sans déforestation, et favorisent l’importation des produits qui en sont extraits.

**Perceptions des avantages et des lacunes des scénarios par les parties prenantes**

Chacune de ces options présente des avantages et inconvénients, qui sont appréciés de manière différente par les parties prenantes. Pour comprendre comment la diversité des acteurs envisageait la mise en œuvre de la SNDI en France, nous avons interrogé 43 personnes ressource représentant les pouvoirs publics, la société civile, les entreprises, et la recherche entre juillet et septembre 2020.

Ces enquêtes montrent que les scénarios 1B et 2 sont les plus favorisés. Aucune approche fondamentalement différente des 5 scénarios n’a été proposée par nos interlocuteurs.

Une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces a été ensuite réalisée pour chacun de ces scénarios, qui a permis de mettre en lumière leurs avantages et lacunes respectifs. Les principales lignes d’argumentation (positive ou négative) ou les « visions du monde » associées à chaque scénario ont aussi été explicitées.

Nous avons enfin classé les préférences de scénario par groupe d’acteurs afin de faire ressortir les coalitions ou les antagonismes d’intérêt. Si ce n’est le rejet unanime du scénario S1A jugé trop long et complexe, ces groupes d’acteurs expriment des divergences importantes sur l’option la plus prometteuse d’application de la SNDI, comme le montre la figure ci-dessous.

Scénarios privilégiés par les groupes d’acteurs

Les représentants des pouvoirs publics sont favorables aux approches basées sur des accords avec les pays producteurs (S1B) ainsi qu’à la création d’un mécanisme de reconnaissance des standards privées (S2). La recherche privilégie des démarches coopératives avec les pays producteurs. La société civile plébiscite une stratégie de gestion géographique du risque (S3). Enfin les entreprises privées privilégient leurs propres systèmes de contrôle de la déforestation en misant sur la gestion géographique du risque (S3) et la certification territoriale (S4). Aucun de ces scénarios ne constitue aujourd’hui un compromis pour ces quatre groupes d’acteurs.

**Mécanismes incitatifs pour développer un cadre opérationnel**

Quoique les avis soient partagés sur le scénario privilégié de mise en œuvre de la SNDI, il existe un consensus général pour opter en faveur une politique incitative plutôt que punitive, avec une application progressive dans le temps. Un tel cadre incitatif se composerait de trois éléments :

1. Un système de fiscalité différenciée en faveur des produits durables ou sans déforestation instruments fiscaux. Le système incitatif reposerait alors sur deux mécanismes: d’une part, une démarche de diligence raisonnée à l’image du RBUE mais étendu aux autres commodités SNDI pour lutter contre les productions issues de déforestations illégales ; et, d’autre part, des droits de douanes différenciés selon les preuves apportées en matière de non-déforestation par les importateurs. Dans le dernier cas, les certificats privés garantiraient la durabilité et la zéro déforestation d’un produit.
2. Davantage de mesures réglementaires pour rendre la SNDI effectivement contraignante, soit par le renforcement et l’élargissement du champ d’action de la loi de devoir de vigilance, soit via l’association formelle ou l’intégration de la SNDI à des accords commerciaux internationaux.
3. Des campagnes d’information auprès du grand public en faveur d’importations sans déforestation, mais l’importance accordée par les acteurs varie selon les scénarios envisagés. Elle est plus importante pour les scénarios où les consommateurs jouent un rôle clé, comme les stratégies basées sur la certification.

**Perspectives**

La construction des scénarios de mise en œuvre de la SNDI et l’étude des perceptions des acteurs sur ces approches mettent en lumière la complexité d’application de cette politique publique. Trois pistes de réflexion peuvent structurer les choix à venir pour opérationnaliser la SNDI.

Premièrement, la combinaison de ces différents scénarios gagnerait à être clarifiée pour faciliter à terme une mise en œuvre coordonnée de la SNDI. Le tableau suivant propose une tentative générique de combinaison de ces différents instruments sur la base de leurs portées actuelles et des perceptions des parties prenantes.

Proposition d'une combinaison de scénario pour mettre en œuvre la SNDI

|  |
| --- |
| **Mise en œuvre de la SNDI :** Méta-label (S2) + accords bilatéraux avec les pays volontaires (S1B) + reconnaissance des territoires durables volontaires, après vérification de la compatibilité avec la SNDI.  **Outil de suivi :** S3 suivi géographique du risque, se basant sur TRASE. Outil de suivi sur le court terme et moyen terme avec potentiellement un outil de contrôle et d’application de la SNDI à terme, avec une interdiction / taxation des zones à risques indirectement via la loi de devoir de vigilance renforcée.  **Mécanismes incitatifs :** Fiscalité différenciée sur les droits de douanes si la SNDI passe à une échelle UE et une fiscalité différenciée sur la TVA des produits reconnus comme durable + élargissement et renforcement de la loi de devoir de vigilance renforcée + marché public avec une part minimale de produits certifiés par le métal-label. |

Nous proposons de combiner les scénario 1B, 2, 3 et 4. Le méta-label servirait de point de départ pour initier une SNDI effective. En parallèle, les feuilles de routes pays permettraient de lancer la négociation d’accords bilatéraux pour mettre en place des systèmes de production plus durables dans les pays producteurs avec en contrepartie un fléchage de l’aide au développement vers les pays partenaires et une facilité d’accès au marché. Les territoires engagés dans des démarches de durabilité pourraient eux aussi être reconnus comme compatibles avec les engagements français et bénéficier des avantages exposés précédemment.

Le concept de gestion géographique du risque du scénario 3 serait utilisé sur le court et moyen termes comme outil de suivi de la SNDI. Il permettrait de mesurer les progrès réalisés et pourrait servir de guide aux entreprises, qui voudraient par exemple se conformer aux informations fournies par TRASE pour ensuite communiquer auprès de leurs consommateurs sur leurs engagements environnementaux. A terme, et à condition que l’outil démontre sa faisabilité dans des pays à faible gouvernance, cette approche pourrait devenir un véritable outil de contrôle et d’action pour la SNDI, en interdisant ou en taxant les zones jugées à risques, avec une action indirecte sur les entreprises via la loi de devoir de vigilance pour limiter les représailles de la part de l’OMC.

Enfin la création d’un cadre incitatif se baserait sur la mise en place d’une fiscalité différenciée, soit via la modulation des droits de douanes si une stratégie de lutte contre la déforestation importée est entérinée à l’échelle européenne, soit via la modulation des taux de TVA si la lutte contre la déforestation importée reste nationale. Le recours aux marchés publics est un levier prometteur pour favoriser les produits sans déforestation, mais cette démarche nécessite de renforcer le contenu de plusieurs standards de certification et d’assurer son assise légale. Enfin il est utile de travailler avec les ONG pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux de déforestation importée afin de tirer la demande vers une consommation labélisée par des standards reconnus par la SNDI.

Pourtant, la multiplicité des instruments envisageables pour appliquer la SNDI, la diversité des filières et la complexité résultante des liens entre ces instruments et ces filières pourraient conduire certains acteurs à privilégier la recherche de solutions plus pragmatiques à l’échelle de chacune des filières. Une deuxième perspective d’action consisterait alors à se focaliser sur des combinaisons spécifiques d’instruments par commodité. La revue de littérature et les entretiens avec les acteurs nous permettent de proposer cet état des lieux et des enjeux à moyen terme pour les six filières de la SNDI.

Troisièmement, la SNDI est une politique publique nationale mais dont le champ d’action relève principalement de l’échelle internationale. Il va rapidement être nécessaire de mieux articuler le choix des instruments pour appliquer la SNDI en France avec, d’une part, les stratégies qui s’élaborent au sein de l’UE et, d’autre part, les positions de l’Organisation Mondiale du Commerce.

En premier lieu se pose la question de l’effectivité d’une SNDI restreinte à l’échelle de la France. De nombreux acteurs s’interrogent sur la capacité de la France à imposer ses normes en raison notamment des faibles parts de marchés qu’elle représente pour les six commodités. Si la France doit s’accorder sur des conditions de production avec d’autres pays, il y aura des compromis à faire, et le niveau européen pourrait permettre d’avoir un pouvoir de négociation supérieur à celui de la France seule.

Un deuxième aspect à prendre en considération est la compétence exclusive de l’UE en matière de « politique douanière » et d’« accords commerciaux internationaux ». La nécessité d’une forme de transcription de la SNDI à l’échelle de l’UE est un des éléments les plus cités lors des entretiens, mais une partie des acteurs reconnait également le risque de dégradation des exigences de la SNDI si une stratégie équivalente mais plus consensuelle prenait forme au niveau de l’UE. Certains acteurs proposent un niveau intermédiaire transitoire : dans un premier temps, les pays signataires de la déclaration d’Amsterdam pourraient constituer un noyau dur pour élaborer et expérimenter des mesures d’action contre la déforestation importée, pour chercher à les étendre ensuite à l’échelle européenne.

Enfin le troisième paramètre à prendre en compte dans la mise en œuvre de la SNDI est l’ensemble des règles commerciales de l’OMC. Bien que d’intensité variable selon les scénarios, le risque de représailles de l’OMC est présent par rapport aux mesures unilatérales visant à éliminer la déforestation chez les pays producteurs.

Sommaire

[Résumé exécutif 2](#_Toc66261049)

[1. Introduction 11](#_Toc66261052)

[1.1. Rappel succinct du contexte 11](#_Toc66261053)

[1.2. Structuration de l’étude pour répondre à la commande du CST Forêt 11](#_Toc66261054)

[2. Quelles approches opérationnelles pour lutter contre la déforestation importée ? 13](#_Toc66261055)

[2.1 Un large spectre d’instruments 13](#_Toc66261056)

[2.2 La certification, un instrument amplement étudié 14](#_Toc66261057)

[2.3 Tables rondes et moratoires : des approches en développement 16](#_Toc66261058)

[2.4 Des échelles différentes : Approche filière versus approche paysage 16](#_Toc66261059)

[2.5 Des interactions complexes, aux conséquences encore peu évaluées 18](#_Toc66261060)

[3. Identification des scénarios de mise en œuvre de la SNDI 20](#_Toc66261061)

[3.1. Scénario 1 : Cahier des charges spécifique à la SNDI 20](#_Toc66261062)

[3.1.1 Scénario 1A : Création d’un label SNDI 21](#_Toc66261063)

[3.1.2 Scénario 1B : Accords bilatéraux 21](#_Toc66261064)

[3.2 Scénario 2 : Méta-label 22](#_Toc66261065)

[3.3 Scénario 3 : Gestion géographique du risque 23](#_Toc66261066)

[3.4 Scénario 4 : Certification territoriale 23](#_Toc66261067)

[4. Méthodes d’enquête et d’analyse 25](#_Toc66261068)

[4.1 Acquisition des données 25](#_Toc66261069)

[4.2. Analyse des données 26](#_Toc66261070)

[5. Résultats 27](#_Toc66261071)

[5.1. Choix des scénarios privilégiés pour la SNDI 27](#_Toc66261072)

[5.2. SWOT des scénarios envisagés 27](#_Toc66261073)

[5.2.1. S1A « Création d’un label SNDI » 28](#_Toc66261074)

[5.2.2. S1B « Accords bilatéraux » 29](#_Toc66261075)

[5.2.3. S2 « Méta-label » 30](#_Toc66261076)

[5.2.4. S3 « Gestion géographique du risque » 31](#_Toc66261077)

[5.2.5. S4 « Certification territoriale » 33](#_Toc66261078)

[5.3. Préférences des acteurs 35](#_Toc66261079)

[5.3.1. Les autorités publiques 35](#_Toc66261080)

[5.3.2. La recherche 36](#_Toc66261081)

[5.3.3. ONG 37](#_Toc66261082)

[5.3.4. Les organismes producteurs de standards 38](#_Toc66261083)

[5.3.5. Les entreprises privées 38](#_Toc66261084)

[5.4. Les mécanismes incitatifs pour développer un cadre opérationnel de la SNDI 39](#_Toc66261085)

[5.4.1. Mécanismes économiques : les leviers fiscaux 40](#_Toc66261086)

[5.4.2. Les mécanismes non économiques : renforcement de la réglementation et campagnes de communication 40](#_Toc66261087)

[5. Perspectives 42](#_Toc66261088)

[5.1. Une nécessaire articulation d’instruments 42](#_Toc66261089)

[5.2. Opter pour des approches mono-filières ? 44](#_Toc66261090)

[5.2.1. Soja 44](#_Toc66261091)

[5.2.2. Huile de palme 44](#_Toc66261092)

[5.2.3. Cacao 45](#_Toc66261093)

[5.2.4. Bois tropicaux 45](#_Toc66261094)

[5.2.5. Bœuf 45](#_Toc66261095)

[5.2.6. Hévéa 46](#_Toc66261096)

[5.3. Clarifier et renforcer les liaisons supranationales 46](#_Toc66261097)

[Références 48](#_Toc66261098)

[Annexe : Guide d’entretien semi-directif 53](#_Toc66261099)

# Liste des figures

[Figure 1 - Synthèse des approches de promotion de la durabilité et de la zéro déforestation 14](#_Toc66201998)

[Figure 2 - Scénarios envisagés pour mettre en œuvre la SNDI 20](#_Toc66201999)

[Figure 3 - Nombre d'avis favorables par scénario 27](#_Toc66202000)

[Figure 4 - Scénarios privilégiés par les pouvoirs publics 35](#_Toc66202001)

[Figure 5 - Scénarios privilégiés par la communauté scientifique 36](#_Toc66202002)

[Figure 6 - Scénarios privilégiés par les ONG 37](#_Toc66202003)

[Figure 7 - Scénarios privilégiés par les producteurs de standards 38](#_Toc66202004)

[Figure 8 - Scénarios privilégiés par les entreprises 39](#_Toc66202005)

[Figure 9 - Fonctionnement de la fiscalité différenciée 40](#_Toc66202006)

# Liste des tableaux

[Tableau 1 : Comparaison des approches territoriales, paysagères et juridictionnelles 17](#_Toc66261841)

[Tableau 2 : Nombre d'entretiens réalisés par catégorie d'acteur 25](#_Toc66261842)

[Tableau 3 : Matrice SWOT du scénario 1A 28](#_Toc66261843)

[Tableau 4 : Matrice SWOT du scénario 1B 29](#_Toc66261844)

[Tableau 5 : Matrice SWOT du scénario 2 30](#_Toc66261845)

[Tableau 6 : Matrice SWOT du scénario 3 31](#_Toc66261846)

[Tableau 7 : Matrice SWOT du scénario 4 33](#_Toc66261847)

[Tableau 8 : Proposition d'une combinaison de scénarios pour appliquer la SNDI 43](#_Toc66261848)

# Liste des Abréviations

AFD : Agence Française de Développement.

CLIP : Consentement Libre, Informé et Préalable.

CSTF : Conseil Scientifique et Technique forêt (de l’AFD).

FLEGT : Forest Law Enforcement, Governance and Trade.

FSC : Forest Stewardship Council.

HCS : High Carbon Stock.

HCV : High Conservation Value.

MAA : Ministère de l’Agriculture et de l’Alimentation.

MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères

MEF : Ministère de l’Economie et de la Finance.

MESRI : Ministère de de l’Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l’Innovation.

MTE : Ministère de la Transition Ecologique.

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation Non Gouvernementale.

PEFC : Programme for the Endorsement of Forest Certification.

RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises

RSPO : Roundtable on Sustainable Palm Oil.

SNDI : Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée

SWOT: Strengths, Weaknessess, Opportunities and Threats

UE : Union européenne

# 1. Introduction

## 1.1. Rappel succinct du contexte

L'expansion et l'intensification de l'agriculture pour répondre à la demande croissante en denrées alimentaires et en énergie exacerbent les changements d'usages des terres dans le monde et contribuent à la déforestation (Laurance *et al.*, 2014 ; Henders *et al.*, 2015). Les effets négatifs de la déforestation sur l’environnement sont nombreux : augmentation des émissions de gaz à effet de serre, détérioration de la qualité des sols, diminution de la biodiversité et pression sur les ressources en eau douces (Newton *et al.*, 2013). Pour rappel, le changement d’usage des terres, qui inclut la déforestation, cause 24 % des émissions de CO2.

Au cours de la dernière décennie, la déforestation a pris une place de plus en plus importante dans l'agenda politique, avec successivement en 2013 la publication d’une étude de la Commission européenne sur l’évaluation de l'impact de la consommation de l'UE sur la perte de forêts à l'échelle mondiale (Cuypers *et al.*, 2013), en 2014 la Déclaration de New York sur les forêts, en 2015 la Déclaration d'Amsterdam sur la déforestation signée par sept gouvernements européens, et en 2019 un plan d'action et une communication de l'UE sur le renforcement de l'action européenne pour lutter contre la déforestation (Commission européenne, 2019).

En novembre 2018, après avoir pris des engagements en matière de lutte contre la déforestation dans le cadre des déclarations de New York et d’Amsterdam, la France a décidé de publier son document de stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI). Ce document propose 4 orientations pour réduire la déforestation importée : (i) développer et diffuser les connaissances de la recherche française, pour une meilleure compréhension des mécanismes liés à la déforestation importée et ses liens avec les dynamiques économiques, géopolitiques et sociales, (ii) développer les actions de lutte contre la déforestation importée, (iii) intégrer la lutte contre la déforestation aux politiques publiques pour favoriser une demande française en produits durables et (iv) favoriser et coordonner l’engagement des acteurs.

Parmi les instruments envisagés pour répondre à cette ambition, la certification privée de la production durable est une approche privilégiée. Elle est explicitement mentionnée dans l’objectif n°13 de la SNDI qui propose « *d’élever l’ambition des mécanismes de certification* », notamment en renforçant progressivement le niveau d’exigence des certifications de durabilité et en diffusant plus largement la certification. En effet, à l’heure actuelle, l’utilisation de standards de durabilité sur les importations de produits à risque pour les forêts s’élève à 18 % pour l’huile de palme, 3 % pour le soja, et 22 % pour le cacao en proportion des échanges mondiaux (COWI, 2018).

## 1.2. Structuration de l’étude pour répondre à la commande du CST Forêt

L’accent mis sur la certification dans la SNDI et la diversité des filières concernées ont fait émerger l’idée d’un méta-label « zéro déforestation », qui endosserait les standards existants pour peu qu’ils répondent aux critères fixés pour limiter la déforestation. Le chantier 2 du CST Forêt a donc inclus une analyse de la perception des acteurs sur la pertinence d’un tel méta-label et sur sa faisabilité.

Il est cependant rapidement apparu que le méta-label – au sens défini ci-dessus – ne représentait qu’une des démarches envisageables pour opérationnaliser la SNDI. La littérature scientifique sur les chaînes de valeur durables, le document de la SNDI lui-même ou les acteurs concernés envisagent aussi d’autres instruments pour appliquer cette politique publique. Il y avait finalement peu d’intérêt à n’étudier que la possibilité du méta-label alors que d’autres options existent et interfèrent avec l’élaboration et l’application potentielle du méta-label. Le champ de notre étude s’est donc élargi à passer en revue les principales approches mobilisables pour établir à terme un système d’importation en France des produits agricoles et forestiers sans déforestation.

L’évolution de l’objet de cette étude reste toutefois conforme aux termes de référence de ce travail, qui mentionnaient notamment de définir les contours d’un méta-label « zéro déforestation », de réfléchir à la possibilité de contrats de territoires pour la mise en œuvre de feuilles de route avec les Etats producteurs, ou encore d’étudier plusieurs scénarios de mise en œuvre qui détailleraient les contraintes rencontrées et le cadre incitatif à mettre en place.

Ce rapport est organisé en six parties pour réaliser et analyser une revue des options de mise en œuvre de la SNDI. La première section est une revue de la littérature sur les instruments publics et privés utilisés pour promouvoir des modes de production durable, avec un accent sur les commodités agricoles tropicales. Les interactions potentielles entre politiques publiques et standards privés de certification dans les pays consommateurs et producteurs sont passées en revue. S’inspirant de cette revue de littérature, la deuxième section présente les cinq approches envisagées pour mettre en œuvre la SNDI. La troisième section décrit les méthodes de collecte et d’analyse des informations obtenues auprès des parties prenantes pour évaluer leurs appréciations sur ces cinq scénarios d’application de la SNDI. Les résultats de ces enquêtes sont décrits dans la quatrième partie. Il s’agit, d’une part, du diagnostic des Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces de chacun de ces scénarios et, d’autre part, des avis des parties prenantes sur l’option la plus prometteuse. La cinquième section soulève quelques questions transversales aux différents scénarios d’application de la SNDI. Et quelques perspectives pour avancer dans la réflexion sont proposées dans la dernière partie de ce rapport.

# Quelles approches opérationnelles pour lutter contre la déforestation importée ?

Notre revue de littérature se cantonne à quelques éléments clefs sur le sujet complexe de la gouvernance environnementale. Nous dressons tout d’abord un panorama rapide des approches publiques, privées et hybrides mobilisées pour promouvoir la production et le commerce de commodités agricoles et forestières durables. Nous mettons ensuite une emphase sur deux outils communément envisagés pour lutter contre la déforestation, à savoir la certification volontaire et les tables rondes. Puis nous revenons sur l’intérêt de distinguer et de chercher à combiner des mesures de gestion des espaces avec des actions incitatives dans les filières productives. Enfin, nous passons en revue les types d’interaction identifiées entre ces diverses approches de promotion de la durabilité et de la zéro déforestation.

## 2.1 Un large spectre d’instruments

La croissance continue de la production et du commerce de produits agricoles et forestiers a exercé des pressions accrues sur les forêts dans les paysages tropicaux et subtropicaux d'Amérique latine, d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud-Est (Defries et al. 2008; Rudel et al. 2015 ; Meyfroidt et al. 2010 ; Song et al. 2018). Ce sont traditionnellement les Etats qui régulent ces pratiques via des lois qui affectent directement l’utilisation des terres, des normes juridiques, des accords commerciaux, des politiques macro-économiques,… (Mather, 2006). La croissance du commerce mondial de ces commodités a été accompagnée d'un meilleur accès à l'information sur les impacts sociaux et environnementaux associés aux chaînes d'approvisionnement mondiales et nationales. Les organisations de la société civile, les consommateurs des pays importateurs, les banques internationales et les actionnaires des entreprises de biens de consommation exercent une pression croissante pour que soit élaborée et mise en œuvre une série d'instruments visant à promouvoir un approvisionnement durable ou sans déforestation (Gereffi et al., 2005 ; Newton et al., 2013 ; Mithofer et al., 2017; Rueda et al., 2018). Bien que les acteurs privés n'aient pas le pouvoir de faire appliquer les règlements par des mécanismes juridiques, ils exercent une influence par d'autres moyens : la communication et la sensibilisation des consommateurs ont permis aux ONG d’exercer une pression sur les entreprises et les pouvoirs publics (Lambin *et al.*, 2014). Les entreprises ont d’ailleurs souvent répondu à ces pressions en utilisant des certifications volontaires par une tierce partie (Agrawal *et al.*, 2011). Mais les certifications volontaires à elles seules permettent rarement d’atteindre pleinement les objectifs fixés en termes de développement durable (Tayleur et al., 2018), d’où l’intérêt d’avoir une meilleure compréhension des interactions entre les différentes formes de gouvernance et de comment cela peut améliorer leurs performances (Lambin *et al.*, 2014).

Il existe de multiples approches pour soutenir les initiatives de durabilité et la manière dont les chaînes d'approvisionnement sont structurées. Rueda et al. (2017) classent les différents types d'instruments de durabilité en fonction de leur rigueur environnementale, c'est-à-dire de leur potentiel à réduire les impacts environnementaux négatifs, soit a) de manière unilatérale (investissements directs et codes de conduite internes), soit b) en collaboration (tables rondes sur les produits de base, normes du marché final, certification conçue par des ONG, appellation d'origine et interdictions ou moratoires). De son côté, Pacheco et al. (2018) les regroupent en 1) approches individuelles axées sur les entreprises ou les groupes, basées sur l'adoption de normes volontaires de durabilité ; 2) approches sectorielles axées sur les interventions basées sur la chaîne d'approvisionnement ; et 3) approches mixtes de la chaîne d'approvisionnement et du territoire adoptées au niveau juridictionnel.

Enfin, Lambin *et al.* (2014) identifient plusieurs catégories d’instruments utilisés pour mettre en œuvre des politiques environnementales: (1) le zonage de l'utilisation des terres, dont la mise en place d’espaces protégés par les pouvoirs publics, même si leur gestion est souvent déléguée à des ONG de conservation dans les pays du sud ; (2) la certification volontaire, généralement impulsée par les entreprise privées et/ou les ONG en recourant à des standards de nature privée; (3) les démarches de tables rondes rassemblant les acteurs d’une filière pour promouvoir le développement de la durabilité d’une filière ou d’un secteur et parfois pour proposer des programmes de certification officiels par une tierce partie(somme la RSPO ; (4) les moratoires qui ont pour vocation de suspendre des activités dans un domaine donné ou sur un territoire donné ; (5) les indications géographiques protégées afin de valoriser l’origine d’un produit et qui sont généralement initiées conjointement par les entreprises et les pouvoirs publics.

Wardell et al. (2021) et Ingram et al. (2020) font la synthèse de la mise en œuvre de ces différentes approches de gouvernance pour les filières retenues par la SNDI (Figure 1).

Figure - Synthèse des approches de promotion de la durabilité et de la zéro déforestation

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Commodité | Standard de durabilité | Code de conduite | Approche paysagère | Partenariat Public-Privé | Engagements des compagnies | Diligence raisonnée | Plateforme pluri-acteurs | Réglementation |
| Huile de palme |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Soja |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Cacao |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Hévéa |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Bois |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Boeuf |  |  |  |  |  |  |  |  |

(Gris: absent; jaune: présent; vert: important)

Une nouvelle génération d'initiatives s’appuie sur une combinaison d'instruments politiques, provenant à la fois de réglementations étatiques - au niveau national ou infranational - et de réglementations privées. On les qualifie de formes "hybrides" ou "multipartenaires" de gouvernance sociale et environnementale (Cashore, 2002 ; Lemos & Agrawal, 2006 ; Lee et al., 2012 ; Pacheco et al., 2017 ; Lambin et al., 2018 ; Zeitlin & Overdevest, 2020). Ces initiatives hybrides couvrent des dimensions diverses selon l’organisation qui les orchestre, mais elles reposent toutes sur des partenariats ou des accords de collaboration. Certaines s'articulent autour du renforcement des cadres réglementaires. D'autres constituent des partenariats visant à améliorer l'adoption de bonnes pratiques pour un produit spécifique dans le cadre de programmes plus larges d'aménagement du territoire et de fourniture de services, comme l'initiative "Cacao et forêts" ou la certification RSPO de la juridiction du Sabah.

## 2.2 La certification, un instrument amplement étudié

Une des formes de gouvernance privée parmi les plus répandues est la certification. Elle fait référence aux programmes qui accréditent les biens et les services satisfaisant à des exigences qui traduisent la durabilité des pratiques. Les normes volontaires sont apparues au début du XXe siècle mais se sont multipliées il y a une vingtaine d'années (Cabezas *et al.*, 2019). À cette époque, des coalitions de groupes de la société civile et d'entreprises ont entrepris d'utiliser les normes et la certification pour répondre à la demande non satisfaite du public en matière de gouvernance des ressources naturelles et de préoccupations sociales.

Les standards sont généralement administrés par des ONG (par exemple Fairtrade, Rainforest Alliance) ou par des rassemblements de parties prenantes (par exemple FSC). Certains standards sont administrés par les gouvernements (par exemple la certification AB) mais leur contrôle est réalisé par des entreprises privées. Les certifications volontaires visent à élever les exigences du secteur, en permettant aux entreprises les plus vertueuses de se distinguer de celles plus conventionnelles. Ainsi cela permet théoriquement une meilleure identification en aval des produits « durables » par les consommateurs. Enfin grâce à la certification les producteurs devraient être récompensés pour leurs efforts (prix premium, accès à certains marchés, image des entreprises…).

Les recherches sur les approches volontaires des entreprises en matière de réduction de la pollution aux États-Unis suggèrent que, sans surveillance par un tiers, les entreprises ayant des engagements environnementaux ne sont pas plus performantes que celles qui n'en ont pas (Darnall & Sides, 2008 ; Khanna & Brouhle, 2009). La vérification par un acteur tiers certificateur permet de s’affranchir du facteur « motivation réelle » des entreprises. Il y a donc théoriquement une réelle plus-value à la certification par une tierce partie.

Les problèmes engendrés par l’agriculture et l’exploitation forestière peuvent être difficiles à résoudre par le biais d'une réglementation gouvernementale classique, car les producteurs sont souvent petits, nombreux et géographiquement dispersés, tandis que les pouvoirs publics manquent de personnel et de fonds pour faire du contrôle (Wehrmeyer et Mulugetta, 1999). Les programmes d'écocertification peuvent permettre de pallier partiellement ces contraintes en créant un système supplémentaire d'incitations économiques, de suivi et de mise en œuvre par le secteur privé (Dingwerth, 2008).

L’efficacité des standards pour préserver l’environnements et les droits sociaux des populations locales ne fait pas consensus dans la communauté scientifique (Tayleur et al., 2018). Rueda et Lambin (2013) constatent que les agriculteurs certifiés avaient adopté des pratiques significativement plus respectueuses de l'environnement que les agriculteurs non certifiés. L’utilisation de standards privés permet de reporter une partie des coûts du contrôle sur des acteurs privés au lieu des pouvoirs publics (Henson et Reardon, 2005 ; Borraz, 2005). De plus les labels semblent parler aux entreprises : en 2015 plus de 85 % des entreprises ayant pris l'engagement de réduire la déforestation dans les chaînes d'approvisionnement en palmiers, bois et pâte à papier, soja et bétail s'appuyaient sur une certification tierce partie pour identifier les approvisionnements en produits conformes à l'engagement (Peters-Stanley *et al.*, 2015).

D’après Barry *et al.* (2012) les preuves permettant d’évaluer si les systèmes de certifications ont engendré des avantages sociaux et environnementaux aux endroits où ils ont été mis en place sont relativement robustes. Ils reconnaissent également qu’il est difficile de tirer des conclusions généralisables avec certitude étant donné la variabilité des méthodes suivies pour évaluer les impacts des standards. De plus, peu d’études portent sur la durabilité de ces impacts. Pour certains (Barry *et al.*, 2012 ; Resolve, 2012), les impacts indirects de la certification volontaire (effet d’entraînement global vers des marchés plus durables, renforcement des capacités de contrôle et de conseil des Etats…) sont substantiels et probablement plus importants que les impacts directs.

Cependant la certification fait également face aux critiques. Comme les systèmes de certification sont volontaires, ils sont souvent adoptés progressivement et ne couvrent qu'une fraction des producteurs d'une région. Leurs impacts peuvent donc être affaiblis par un biais de sélection : les producteurs qui peuvent facilement se conformer (en raison d'une déforestation antérieure, d'une localisation favorable ou d'une conformité pré-intervention…) sont plus susceptibles d’adhérer aux standards (Romero et al., 2013; Winters *et al.*, 2015). Une entreprise certifiée a également la possibilité de poursuivre ailleurs des activités productives non responsables, ce qui peut amener à questionner la confiance que place un consommateur dans un label.

La mise en conformité implique souvent des coûts importants pour améliorer les pratiques de gestion, séparer les chaînes d'approvisionnement et vérifier la conformité (Auld *et al.*, 2008). Plusieurs systèmes de certification excluent les petits producteurs en raison des coûts engendrés (Kalfagianni, 2015 ; Allaire, 2016).

Les systèmes de certification volontaires tentent souvent d'attirer les producteurs avec des primes de prix pour les produits certifiés. Ces primes sont parfois insuffisantes pour compenser les coûts liés à l'obtention d'une certification (Beuchelt et Zeller, 2011). La demande en produits certifiés est parfois plus faible que l’offre, forçant ainsi les producteurs à vendre leurs produits certifiés aux prix du marché non-certifié (Nepstad et al., 2013 ; IDH, 2020).

Enfin, la plupart des systèmes de certification ne traitent pas de la dégradation des forêts, mais seulement de la déforestation et beaucoup ne comportent pas d'engagements de reboisement, de boisement ou de restauration (Ingram *et al.*, 2020).

## 2.3 Tables rondes et moratoires : des approches en développement

Les préoccupations concernant les effets environnementaux des produits de base mondiaux peu différenciés (comme le soja et l’huile de palme) ont conduit des représentants de la société civile et des acteurs du secteur privé à mettre en place des initiatives multipartites : des « tables rondes » par filière. Il s'agit d'approches volontaires qui rassemblent de nombreuses parties prenantes pour engager des discussions, partager les améliorations des pratiques et souvent la négociation in fine d'un ensemble de principes, de critères et d'indicateurs pour des productions et des approvisionnement plus responsables au sein d’un secteur ou à travers un produit donné. De nombreuses tables rondes aboutissent à l'élaboration d’un standard qui comprend l'étiquetage des produits, ainsi qu'une vérification, une accréditation et une certification complètes par une tierce partie (Lambin *et al.*, 2014). Etant donné que les tables rondes sur les produits de base sont relativement récentes, il existe peu de données permettant d'évaluer leur efficacité à l'aide d'un contrefactuel rigoureux (Lambin *et al.*, 2014). Elles ont parfois créé de la place pour de la concurrence entre les certifications notamment celles dirigées par l'industrie (Ponte, 2014) bien que les systèmes de certification développés par plusieurs parties prenantes offrent un niveau d'assurance en général plus élevé que les normes dirigées par l'industrie (Lambin *et al.*, 2014).

Enfin les moratoires sont un mécanisme d'exclusion du marché, souvent temporaire. Le moratoire sur le soja au Brésil a pris forme peu après la publication d'un rapport d'ONG établissant un lien entre la déforestation illégale et le soja utilisé pour nourrir les poulets vendus dans les grandes chaînes de restauration rapide.

## 2.4 Des échelles différentes : Approche filière versus approche paysage

Les instruments utilisés pour mettre en œuvre des politiques peuvent entrer en synergie et gagner en efficacité. Une complémentarité peut notamment s’opérer entre les instruments agissant sur l’espace de production, avec d’autres agissant au niveau d’une filière. Pour catégoriser ces approches on distingue les approches *filières* et les approche *paysages*

L’approche filière porte spécifiquement sur un produit et englobe les acteurs qui sont impliqués dans sa production, sa transformation et sa commercialisation. Les approches filières sont en général rapides à mettre en place, elles permettent d’engager les entreprises des filières dans le processus d’amélioration de la durabilité. Ces approches ont montré des résultats positifs pour lutter contre la déforestation à plusieurs occasions (exemple du moratoire sur le soja du Brésil) (Nepstad *et al.*, 2013). Cependant ce type d’approche présente des risques de ne pas intégrer les besoins de certains acteurs indirectement liés à une filière.

L’approche paysage, plus récente, est une vision multi-sectorielle et systémique d’un espace, se traduisant par une gestion intégrée prenant en compte l’ensemble des acteurs du territoire. La taille, la structure et le niveau d’intervention au sein d’un paysage, ainsi que le nombre et le type d’acteurs impliqués sont des éléments variables, comme le montre le recensement de dizaine d’initiatives de gestion de paysages durables par [*Landscope*](https://landscope-f59f1.web.app/cartographie). On parle également d’approche territoriale lorsque la zone sur laquelle porte l’approche est définie par sa cohérence en tant que bassin de production économique, tandis que l’approche paysage désigne souvent un territoire cohérent d’un point de vue socio-écologique (IDDRI, 2020).

On retrouve une autre déclinaison de ce type d’approche intégrée : l'approche juridictionnelle s’appuie sur les limites administratives des territoires, principalement à des échelles sous-nationales (collectivités territoriales, région, Etats…) pour définir le champ d’action et la participation des acteurs concernés, plutôt que sur des limites sociales (par exemple une communauté autochtone) ou environnementales (par exemple un écosystème) (Global Canopy, 2015). Cette approche dans laquelle un paysage est défini par des frontières pertinentes pour les politiques, présente souvent un niveau élevé d'implication gouvernementale (CIFOR, 2018).

Le Tableau 1 retrace les principales différences entre ces deux approches de gestion paysagère (IDDRI, 2020).

Tableau 1 - Comparaison des approches territoriales, paysagères et juridictionnelles

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Définition de la zone* | *Logique commerciale* | *Implication d’acteurs publics* |
| Approche territoriale | Bassin de production économique | Plutôt orienté vers une économie locale | Souhaitable mais non systématique |
| Approche paysage | Territoire cohérent d’un point de vue socio-écologique. | Mixe entre économie locale et d’export | Non systématique |
| Approche juridictionnelle | Espace défini de manière administrative et juridique (Etat, province...) | Souvent basé sur une économie d’export, avec certaines exceptions. | Indispensable et forte |

D’après Peter Bakker, président et directeur général du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) : « *Les certifications et les standards qui concernent une seule denrée amélioreront la transparence des chaînes logistiques et aideront les entreprises à tenir leurs engagements. Toutefois, afin que ces démarches aient des répercussions à grande échelle, il faut que les problèmes de déforestation, de surexploitation des ressources naturelles et de pollution des écosystèmes d’eau douce soient abordés de manière holistique* » (Global Canopy, 2015). Les approches paysages par leur essence permettraient de répondre aux problématiques environnementales, souvent connectées à un grand ensemble d’acteurs et d’enjeux. De plus, d’après Nepstad *et al.* (2013), l'attention excessive portée aux projets de développement a parfois détourné l'attention des performances des administrations dans leur globalité, globalité qui est prise en compte dans l’approche paysage.

L’approche juridictionnelle est conçue pour fonctionner à travers des nations, des États ou des communes. D’après ISEAL (2018), les standards de durabilités commencent à adapter leurs fonctionnements afin d’intégrer des approches juridictionnelles. En revanche les approches paysages sont longues à mettre en place et difficiles à évaluer (IDDRI, 2020).

## 2.5 Des interactions complexes, aux conséquences encore peu évaluées

L'efficacité des instruments de régulation de l’usage des terres et des commodités dépend de leur contexte institutionnel, où de multiples instruments interagissent généralement de diverses manières.

Par interaction, Lambin et al. (2014) entendent la complémentarité, la substitution et l'antagonisme qui se produisent aux différentes étapes du processus réglementaire : mise à l’agenda politique et programmation ; mise en œuvre ; suivi et application. Par exemple, un système de certification qui récompense les entreprises se conformant à des standards volontaires avec des exigences plus élevé que les normes réglementaires, tandis qu’en parallèle une loi environnementale publique sanctionne les acteurs qui enfreignent la réglementation.

En ce qui concerne la mise à l’agenda et la mise en œuvre, les interactions entre les secteurs privé et public sont souvent complémentaires (Lambin et al., 2014) : les gouvernements ne sont pas les exécutants directs, mais créent les conditions permettant à la gouvernance privée d'être plus efficace et de s'étendre (Börner et Vosti, 2013). Les autorités publiques peuvent également subventionner ou diminuer les taxes sur les concessions et les produits certifiés (Karsenty, 2019-a). Pour le suivi et le contrôle les gouvernements ont un rôle croissant à jouer dans le tri des « fausses affirmations » sur la durabilité dans le cadre des stratégies de "green-washing" des entreprises. Ils soutiennent également la recherche indépendante sur les mécanismes de régulation (Lambin et al., 2014).

Les effets de substitution sont moins courants, Lambin et al. (2014) identifient notamment une substitution lorsque les gouvernements adoptent des normes privées dans leurs lois et lorsque les gouvernements approuvent la certification dans les politiques publiques.

Les interactions public-privé peuvent également souffrir d'effets antagonistes entre les instruments. Par exemple, la préexistence de systèmes de certification, de tables rondes, de moratoires et d'autres formes de réglementations privées peut diminuer l’efficacité des efforts des gouvernements pour adopter des réglementations plus strictes ou, au contraire, le développement de normes juridiques peut diminuer les incitations à adhérer à des normes privées plus strictes (Carlsen et al., 2012).

Barry et al. (2012) proposent également une typologie proche des interactions entre la gouvernance publique et les systèmes de certification:

- Symbiose lorsqu'un système de certification interagit avec une autre entité, en conservant à la fois son indépendance et son autonomie, pour résoudre un problème politique dans lequel les actions de chaque entité renforcent la légitimité et l'autorité de l'autre. Cela peut se produire lorsque les programmes de certification comblent des lacunes dans un domaine politique existant.

- Remplacement lorsqu’une une autre entité de gouvernance reprend ou remplace un système de certification. Le système lui-même peut persister, par exemple si les régulateurs exigent ou créent des incitations pour que les entreprises adhèrent aux pratiques établies par le système de certification ou bien le gouvernement lui-même peut devenir propriétaire de la norme et du système de certification.

- Hybride lorsqu’une division et un partage explicite ou implicite des fonctions a lieu avec une autre entité de gouvernance, comme lorsqu'un programme de certification assure la conformité aux politiques gouvernementales.

Dans un papier en cours de publication, Lescuyer et al. (2021) montrent comment ces interactions peuvent se succéder dans le temps ou être mises en œuvre conjointement mais sur des mesures différenciées de la politique publique. Se focalisant sur la politique forestière en Afrique centrale, cet article montre que l'influence perçue du FSC sur la gouvernance publique a suivi deux voies : (1) un impact clair sur la participation des parties prenantes et la traçabilité du bois ; (2) un impact limité sur l'amélioration de la gouvernance nationale. En outre, les luttes contre la corruption et la transparence n'ont pas été affectées par la certification FSC dans le bassin du Congo. Cette influence atténuée du FSC sur la gouvernance forestière s'explique d'abord par un effet limité d'entraînement des pratiques vertueuses des sept entreprises certifiées FSC sur le secteur de l'exploitation forestière. Deuxièmement, les progrès de la certification FSC ont été peu repris par les politiques publiques, qui restent le principal levier d'action en matière de gouvernance forestière dans les pays producteurs.

# 3. Identification des scénarios de mise en œuvre de la SNDI

Avec ce large éventail de types de gouvernance et d’approche, ayant chacun leurs atouts et leurs lacunes, il est difficile de proposer une démarche unique pour mettre en œuvre les différentes facettes de la SNDI. Nous avons identifié cinq « scénarios » qui illustrent les trajectoires que pourrait prendre l’application de la SNDI en nous inspirant de la revue de littérature et des solutions passées en revue depuis 5 ans par la Commission européenne dans plusieurs rapports (Cowi 2018 ; Commission européenne, 2019 ; Burkhardt, 2020 ; EPRS, 2020).

Ces scénarios représentent des trajectoires stratégiques, qui permettraient d’assurer un approvisionnement en commodités agricoles garanti sans déforestation et respectant les critères de la SNDI. Ils sont introduits dans la Figure 2, qui explicite le type d’instrument privilégié pour appliquer la SNDI, quelle que soit la filière envisagée. Une description détaillée de chacun de ces scénarios est fournie ensuite.

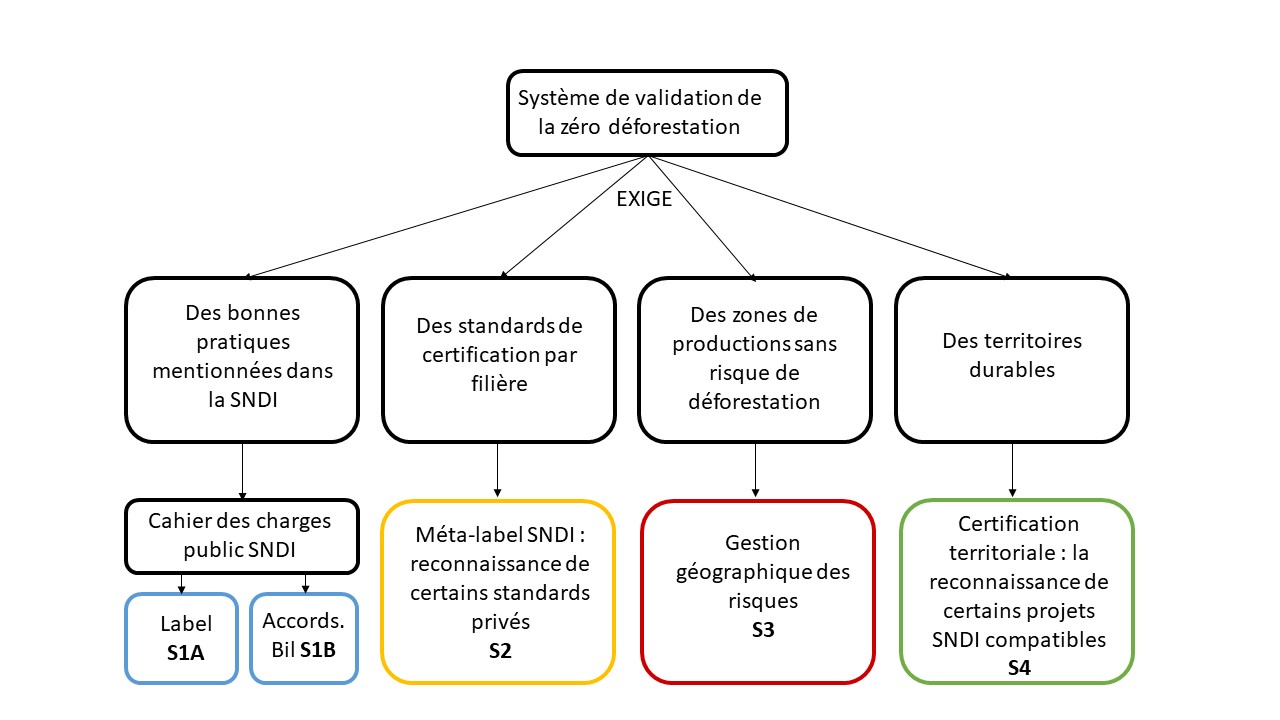


Figure 2 - Scénarios envisagés pour mettre en œuvre la SNDI

## 3.1. Scénario 1 : Cahier des charges spécifique à la SNDI

Le premier scénario propose la construction d’un cahier des charges créé spécifiquement pour répondre aux critères de la SNDI. Ce scénario répond directement et intégralement aux objectifs de la SNDI. Le cahier des charges se construira sur la base des critères de la SNDI, à savoir :

* Définition de la forêt et seuils de déforestation
* Prise en compte des problématiques de dégradation des forêts
* Adoption des approches HCV/HCS
* Absence de plantation sur tourbières
* Absence de conversion d’écosystèmes naturels
* Respect du consentement libre et informé et préalable (CLIP)
* Respect du statut légal des terres
* Respect du droit du travail
* Mise en place de dispositifs indépendants et transparents d’audit et d’évaluation
* Assurer l’accès des petits producteurs à la certification.

Un cahier des charges qui s’appliquerait aux 6 commodités devrait intégrer les différentes réalités socio-économiques des filières et des zones productrices dans sa conception du cahier des charges et dans la définition de normes (structures des chaines de valeurs, contextes des pays producteurs…). Elles sont caractérisées par une grande variabilité du nombre d'acteurs et de la taille des exploitations.

Le cœur de ce scénario est la mise en place d’un cahier des charges basé sur les exigences de la SNDI. Deux options sont envisagées dans ce but : la création d’un label public (S1A) ou la négociation bilatérale du cahier des charges via la mise en place d’accords commerciaux entre les pays producteurs et la France (S1B).

### 3.1.1 Scénario 1A : Création d’un label SNDI

Le scénario 1A repose sur la création d’un label basé sur le cahier des charges SNDI, qui s’appliquerait au 6 commodités. Cette certification serait délivrée par une tierce partieavec une liste d’organismes certificateurs agréés mais sur la base d’un cahier des charges unique.

Le label AB est un référent intéressant pour cette approche : c’est un label unique regroupant une grande diversité de filières agricoles et de pratiques, et sa légitimité est forte auprès du grand public. Charlotte Venturini (2020) a fait la synthèse des évolutions de ce label, en explicitant les principaux facteurs ayant contribué à sa réussite. Depuis 35 ans, plusieurs mécanismes ont fortement influencé la création et la consolidation du label AB en France : homogénéisation réglementaire, mise en forme d’un réseau d’acteurs structuré, standardisation de la production et mise en place d’instruments incitatifs et de plans de développement. Mais le succès du label AB a rencontré plusieurs difficultés, qui peuvent limiter son potentiel de réplication pour la SNDI. Tout d’abord, c’est un processus qui a pris plusieurs décennies pour être opérationnel alors que l’horizon de la SNDI est en 2030. Deuxièmement, en dépit de ses qualités le système de certification par tierce partie est souvent considéré comme un système excluant, notamment pour les petits producteurs, du fait des coûts de production et de certification. Enfin, l’extension et l’homogénéisation du label AB au niveau de la communauté européenne ont entraîné ce qui est souvent considéré comme une dégradation des exigences associées à l’agriculture biologique (Allaire, 2016).

Il est important de noter l’importance des outils de communication et de sensibilisation dans un processus de développement d’un label zéro déforestation afin de favoriser la demande en produits labellisés et d’alimenter l’intérêt des consommateurs pour des productions « zéro déforestation » (Venturini, 2020).

### 3.1.2 Scénario 1B : Accords bilatéraux

La deuxième option qui ferait suite à la création d’un cahier des charges SNDI serait la mise en place d’accords bilatéraux entre la France et les pays producteurs où le cahier des charges serait négocié, pour ensuite mettre en place des mécanismes incitatifs, par exemple des facilités d’accès au marché pour les pays signataires ou de l’assistance technique. Ce scénario s’inspire du FLEGT dans son concept mais avec des exigences allant au-delà de la légalité et appliqué aux 6 commodités de la SNDI.

Ce scénario pourrait s’appuyer et fonctionner en synergie avec la mesure 2-1 de la SNDI, qui vise à développer des feuilles de routes par pays exportateur ou région exportatrice afin de développer des partenariats et la mise en place de dialogues avec les pays producteurs, dans le but d’améliorer la durabilité des systèmes de production.

## 3.2 Scénario 2 : Méta-label

Le deuxième scénario se base sur la reconnaissance de certains standards privés par la SNDI. Cette reconnaissance se traduirait par la mise en place d’un « méta-label » qui endosserait les standards privés de durabilité dont la compatibilité avec les exigences de la SNDI serait avérée. Ce méta-label ne se substituerait a priori pas aux standards qu’il reconnaitrait, mais son logo pourrait être accolé aux logos préexistants.

Ce scénario a recours à des labels relativement matures, déjà implantés sur les marchés, et compatibles, après amendements, avec les exigences de la SNDI. L’étude de faisabilité d’un méta-label a déjà commencé, avec deux phases principales :

(i) La première partie de cette démarche a été réalisée par le CSTF en analysant pour chaque filière les standards existants afin d’identifier les plus exigeants en matière de zéro déforestation, au sens de la SNDI.

(ii) La deuxième étape consiste en un croisement des critères des standards identifiés avec ceux de la SNDI pour étudier leurs comptabilités respectives. Ce travail est largement engagé dans le cadre du chantier 2 du CST Forêt, dont les résultats sont présentés ci-après.

Pour le soja il existe de nombreux standards de durabilité, mais ils certifient une faible part des volumes produits, et une partie importante de ces derniers certifient la légalité et non la « déforestation évitée » (Guéneau, 2020). Il y a un manque d'intérêt du marché pour le soja certifié durable avec de très faibles parts de marché certifié (Cabezas *et al.*, 2019). Cela pourrait s’expliquer par la nature du soja comme produit intermédiaire, dont la certification serait plus difficile à valoriser auprès des consommateurs. Nous avons retenu les standards Proterra et RTRS pour le soja.

Pour l’huile de palme, les principaux standards de durabilité sont : RSPO (2004), ISCC (2010), ISPO (2011) et MSPO (2015) (Bessou et Rival, 2020). Les standards de certification gouvernementaux ISPO (Indonésie) et MSPO (Malaisie) ont été développés plus récemment, principalement en réaction à RSPO. Leur mise en œuvre, respectivement, obligatoire ou volontaire, datent de 2014 pour ISPO et 2015 pour MSPO. Le standards ISCC à quant à lui plus vocation à certifier l’huiles de palme en tant que biocarburant. RSPO est aujourd’hui le schéma de certification le plus répandu en termes de membres et d’hectares certifiés, le plus éprouvé et le plus dynamique en termes de consultation d’acteurs et d’amélioration continue (Bessou et Rival, 2020).

Quatre principaux standards de durabilité existent dans la filière cacao : Rainforest Alliance, UTZ, Agriculture Biologique et Fairtrade avec respectivement 6,3 %, 23 %, 10 % et 3,1 % de part de la surface totale de cacao en 2017 (Willer *et al.*, 2019). Avec le processus de fusion de l’alliance Rainforest et d’UTZ entériné en 2018, le label Utz va disparaître au profit du label Rainforest Alliance (Carimentrand, 2020). Le label AB ne porte pas sur les mêmes thématiques traités par la SNDI, nous avons donc retenu les standards : Rainforest Alliance et Fairtrade.

En ce qui concerne la filière bois tropicaux, Van Benthem *et al*. (2018) estiment qu’au maximum 30% des produits de première transformation réalisés avec des bois tropicaux sur le marché européen ont été certifiés comme étant durables, cette part s’élevant à 12 % pour le cas de la France. Nous avons retenu les standards FSC et PEFC pour le bois.

En ce qui concerne le bœuf, Taylor et Streck (2018) indiquent que parmi les commodités tropicales, la filière viande bovine présente très peu d’engagements ou d’accords volontaires. Nous avons évalué quelques standards mais aucun n’a été retenu (très faible part de marché, peu d’exigence en matière de préservation des forêts…).

Enfin il n’existe pas de standards spécifiques à l’hévéa à l’heure actuelle.

Au total, aucun standard ne répond totalement aux exigences de la SNDI pour le moment. La création d’un méta-label « zéro déforestation » nécessitera donc un travail préalable de plusieurs critères pour se conformer davantage aux critères de la SNDI. Par ailleurs, au moins une ou deux filières ne pourront pas être couvertes à court terme par une telle approche, en raison de l’absence de standards convaincants de certification durable.

## 3.3 Scénario 3 : Gestion géographique du risque

Ce scénario se base sur une stratégie visant à éliminer certaines zones de production des chaînes d’approvisionnement lorsque ces zones sont considérées comme présentant un risque de déforestation. Cette approche s’articule principalement en 3 phases : (i) identification des zones de production, (ii) définition des zones à risque en définissant des dates limites de conversion forestières et des seuils de déforestation et (iii) mise en place d’un mécanisme de gestion des risques. A terme, l’objectif serait d’avoir une cartographie des zones à risques et des zones « sures », avec en parallèle la mise en place de mesures pour éviter l’approvisionnement dans les zones à risques et/ou l’amélioration de la durabilité des systèmes dans ces dernières.

Une approche de ce type a été proposée au CST Forêt pour le cas de la production du soja brésilien (Angerand & Patentreger, 2020).Une autre source potentielle d’inspiration vient de Michelin, qui a mis en place un outil pour tracer l’approvisionnement en caoutchouc naturel dans le but de cartographier les zones de production et d’évaluer leurs niveaux de durabilité. Cette durabilité est estimée sur la base de 4 critères : le respect des peuples, la protection de l’environnement, la formation agricole et la transparence commerciale.

Ce scénario est fortement lié à un renforcement de la loi de devoir de vigilance. La loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d’ordre oblige les grandes entreprises françaises à élaborer et à mettre en œuvre des mesures adaptées pour l’identification des risques et la prévention des atteintes aux droits humains et à l’environnement. Elle s’applique aux entreprises françaises ayant plus de 5000 employés en France ou totalisant au moins 10 000 employés en France et à l’étranger (Duthilleul et Jouvenel, 2017). Le mécanisme de gestion des risques pourrait être privilégié par les entreprises soumises à cette loi, si les sanctions appliquées en cas de non-respect sont suffisamment élevées.

## 3.4 Scénario 4 : Certification territoriale

Le dernier scénario se base sur les démarches territoriales d’amélioration de la durabilité engagées dans les pays producteurs. Cette stratégie privilégie les approches paysagères, afin de garantir que l’ensemble des productions d’un territoire donné respectent les critères de la SNDI

Ce scénario se déroulerait en premier lieu par l’identification des territoires engagés dans des démarches de durabilité, puis par la vérification de leur compatibilité avec les exigences de la France.

La conception de ces scénarios est générique car elle repose sur une revue d’articles scientifiques et de rapports techniques. Nous avons interrogé une série d’acteurs engagés dans la conception et la mise en œuvre de la SNDI pour dresser un bilan de leurs forces, faiblesses, opportunités et menaces respectives. Nous leur avons également demandé d’exprimer leurs préférences en termes de stratégie à mettre en place pour la SNDI ainsi que les arguments qui guident ces choix.

# 4. Méthodes d’enquête et d’analyse

L’enquête réalisée auprès d’un échantillon de personnes engagées dans l’application de la SNDI avait trois objectifs : (1) consolider/amender les scénarios élaborés, (2) identifier les préférences des experts en termes de stratégie à suivre pour mettre en œuvre à moyen terme la SNDI, (3) synthétiser et comparer leurs argumentations.

Trois grandes thématiques étaient donc abordées dans les entretiens : préférences des acteurs en termes de stratégie à suivre (sous la forme d’une question ouverte), avis sur chaque scénarios identifiés et discussion autour de la mise en place de mécanismes incitatifs.

## Acquisition des données

Les membres des deux groupes « comité de suivi de la SNDI » et « CSTF » ont servi de base d’échantillonnage et représentent la majorité des répondants. Ce choix a été motivé par la diversité des acteurs de ces deux groupes (recherche, distributeur, bureau d’étude, pouvoirs publics, ONG…) et par leurs implications sur des problématiques de déforestation.

A la fin de chaque entretien nous demandions si la personne avait des suggestions de personnes à rencontrer. Nous nous sommes aperçus que lorsque les acteurs des deux groupes étaient moins investis dans les réflexions sur la SNDI les réponses étaient moins substantielles, encore plus lorsque les acteurs étaient hors de « l’écosystème SNDI ». Sélectionner des acteurs membres du CSTF et du comité de suivi de la SNDI permet ainsi de diminuer le risque d’avoir des biais trop importants et a permis de donner le même poids à chaque argument des acteurs durant le traitement des données.

Les entretiens se sont déroulés sur la période du 07 juillet au 16 septembre 2020. 42 entretiens ont été réalisés, couvrant les différentes catégories d’acteurs de la SNDI (Tableau 2). Les entretiens été réalisés par visio-conférence, par téléphone ou, quelques rares fois, en face à face. Leur durée allait de 45 à 75 minutes.

Tableau 2 : Nombre d'entretiens réalisés par catégorie d'acteur

|  |  |
| --- | --- |
| Catégorie d’acteur | Nombre de personnes interrogées |
| Recherche | 12 |
| Pouvoirs publics | 8 |
| Entreprises | 12 |
| Représentants des standards | 3 |
| ONG | 7 |
| Toute catégories | 42 |

La taille de l’échantillon semble suffisante pour une réalisation complète des matrices SWOT (phénomène de saturation des arguments récoltés sur la fin de l’enquête, les données recueillies et leur analyse ne fournissent plus d'éléments nouveaux). Pourtant, en ce qui concerne les préférences des acteurs, il aurait peut-être été intéressant de se baser sur un échantillon de plus grande taille afin d’avoir au minimum 10 réponses par catégorie d’acteurs pour consolider les tendances observées, notamment pour les représentants de standards et les ONG.

Les entretiens étaient semi-directifs, avec une structure en trois parties (cf. Annexe qui fournit la grille d’entretien semi-directif utilisée) :

* Thème 1 question ouverte sur la mise en œuvre de la SNDI : quelle serait la meilleure approche pour mettre en œuvre la SNDI ? Avec quelles modalités d’application ?
* Thème 2 : présentation des scénarios envisagés puis retour des interlocuteurs sur chaque scénarios (avantages, désavantages…)
* Thème 3 question ouverte sur mécanismes incitatifs à envisager : D’après vous quelles mesures tarifaires et non tarifaires pourrait envisager la France pour mettre en œuvre la démarche retenue ?

Les réponses à la première thématique permettaient de « classer » la ou les préférences du répondant à travers un ou plusieurs des quatre scénarios identifiés. Cette question était posée en début d’entretien de façon ouverte avant la présentation des scénarios, afin de ne pas influencer les réponses. La deuxième thématique était abordée de manière complémentaire en présentant les options non citées par l’intervenant. Enfin la dernière question permettait d’ouvrir le sujet en questionnant les moyens disponibles pour créer un cadre incitatif pour le ou les scénarios privilégiés.

Chaque entretien était par la suite consigné dans un fichier individuel comprenant un résumé synthétique, une matrice SWOT pour chaque scénario dans laquelle était triés les arguments relevés, ainsi qu’une dernière partie sur les mécanismes incitatifs suggérés.

## Analyse des données

Les 42 fichiers individuels ont été compilés dans un tableur afin de trier et d’organiser les données. Le traitement des données avait deux finalités : (i) synthétiser les retours des acteurs sur les scénarios, présentés sous la forme d’une matrice SWOT par scénario et (ii) identifier les positions des groupes d’acteurs et leurs arguments principaux, ainsi que les idées fortes sur la mise en œuvre de la SNDI ressortant des entretiens.

Pour la synthèse des avantages et désavantages de chaque scénario j’ai utilisé la méthode SWOT, un outil issu du domaine du management visant à identifier les forces (*Strengths*), les faiblesses (*Weaknesses*), les opportunités (*Opportunities*) et les menaces (*Threats*) pour une organisation. Les forces et faiblesses désignent les avantages et désavantages actuels liés directement à la stratégie, les opportunités et menaces désignent les avantages et désavantages futurs non lié directement au scénario.

Le « poids » de chaque argument est estimé à partir du nombre de fois où il est mentionné dans les entretiens, chaque répondant ayant la même pondération relative. Un processus similaire a été utilisé pour évaluer la préférence des acteurs (et des catégories d’acteurs) vis-à-vis de la stratégie à adopter pour mettre en œuvre la SNDI. Dans les deux cas, une étape préalable de relecture et d’homogénéisation des arguments a été nécessaire afin de rassembler les arguments associés pour comptabiliser leur occurrence.

# Résultats

Les entretiens ont permis d’identifier les préférences des acteurs en termes de stratégie à mettre en œuvre, principalement par le biais de la question libre posée au début des entretiens, mais également par la comparaison des avis sur les scénarios pour les acteurs n’ayant pas de préférence « spontanée ».

La première partie porte sur les résultats des matrices SWOT et les représentations des acteurs de chaque scénario. La deuxième partie traite des préférences par catégorie d’acteurs et les principales lignes argumentaires qui s’en dégagent. La dernière partie des résultats porte sur les limites structurelles transversales aux 5 scénarios et sur les mécanismes adaptés à la création d’un cadre incitatif pour le ou les scénarios envisagés.

## 5.1. Choix des scénarios privilégiés pour la SNDI

La Figure 3 représente le nombre d’avis favorables par scénario collectés durant les entretiens. Nous ne présentons que le scénario retenu en premier choix par le répondant, puisque 10 répondants ont aussi indiqué que ce scénario majeur gagnerait à être complété par un scénario mineur.

Figure : Nombre d'avis favorables par scénario

Les scénarios 1B et 2 sont les plus favorisés. Nous constatons également un faible nombre d’avis en faveur du scénario S1A. Globalement très peu d’acteurs ont spontanément présenté ce type d’instrument comme moyen pour mettre en œuvre la SNDI, et lorsqu’ils l’ont fait, ils semblaient plus séduits par l’idée et sa finitude théorique (une nouvelle gamme de produit sans déforestation qui répondrait à la demande des consommateurs en produits plus durables) que par ses aspects opérationnels et concrets. L’analyse SWOT du scénario 1A est présentée par la suite mais en raison du faible nombre d’avis en faveur de ce scénario nous avons décidé de l’éliminer de la discussion et des perspectives.

Aucune approche fondamentalement différente des 5 scénarios élaborés pour mettre en œuvre la SNDI n’a été proposée par nos interlocuteurs.

## SWOT des scénarios envisagés

Cette partie présente la synthèse des avantages et désavantages perçus par les acteurs interrogés pour chaque scénario. Seuls les arguments présentant une occurrence supérieure à 3 sont inclus dans les matrices SWOT. Le nombre d’occurrences est indiqué dans la parenthèse à la fin de chaque argument.

### S1A « Création d’un label SNDI »

Tableau  : Matrice SWOT du scénario 1A

|  |  |
| --- | --- |
| **Forces** | **Faiblesses** |
| Le label est un code simple pour guider les consommateurs. (4)  Basé sur les exigences de la SNDI : référentiel sur mesure sans concessions sur les prérequis de la SNDI. (3)  Le cahier des charges servirait de base claire et opérationnelle pour les producteurs. (3). | Cahier des charges unique : trop complexe à mettre en place (exigences SNDI, spécificités des filières …). (10)  Elaborer un nouveau label demande trop de temps et trop de d’investissements. (9)  Approche qui place la responsabilité sur les consommateurs plutôt que sur les entreprises. (8).  Intérêt limité de rajouter un nième standard, risque de confusion entre les labels. (8) |
| **Opportunités** | **Menaces** |
| Il y a une réelle demande de la part des consommateurs pour des produits plus durables. (4).  Le label AB pourrait servir de modèle (enjeux proches, cahier des charges public et le label a réussi à se faire une place sur les marchés). (3) | La certification débouche souvent sur des marchés de niche. (4).  Réussite conditionnée en partie par un bon développement du label (communication, identité forte…). (3). |

La création d’un nouveau label public permettrait de mettre en application la SNDI sans faire de concession sur les exigences de la stratégie, mais le développement d’un label multi-commodités, capable de satisfaire les critères de la SNDI semble difficile à réaliser. Les acteurs s’interrogent sur les coûts et les délais qu’impliquerait ce scénario.

Plusieurs lignes d’argumentation, parfois de « visions du monde », émergent des arguments donnés par les répondants :

1. Le marché est la solution, ce sont les consommateurs qui décident et qui ont le pouvoir d’agir sur la déforestation. Il y a une réelle demande de la part des consommateurs pour des produits plus durables et la création d’un nouveau label zéro déforestation reconnu par l’Etat est un outil logique et simple pour y répondre. Le développement d’un label « zéro déforestation » pourrait s’inspirer du label AB, en raison de son succès auprès des consommateurs ces dernières années. Pour développer un label « zéro déforestation », les critères du cahier des charges doivent être facteurs de progrès et non pas dissuasifs. Il y a un arbitrage à faire entre le niveau d’exigence d’un cahier des charges et son accessibilité, afin qu’il soit un moteur de progrès plutôt qu’un motif d’exclusion.
2. La création d’un label « zéro-déforestation » multi-commodités est impossible et nécessiterait trop d’investissements pour son développement. La création d’un standard est complexe, encore plus lorsqu’il s’agit de couvrir par un cahier des charges unique plusieurs filières avec des zones de production et des modèles économiques différents. Il est difficile d’établir un cahier des charges assez contraignant pour faire respecter la SNDI mais pas trop pour ne pas exclure les petits producteurs. D’après certains répondants le label AB n’est pas un modèle approprié pour le label SNDI, car il a été initialement développé pour des productions sur le territoire national et donc il n’est pas adapté à des problématiques de déforestation en zone tropicale avec des pays présentant des contextes différents.
3. Reporter les coûts de la lutte contre la déforestation sur les consommateurs n’est pas acceptable. La certification est une stratégie qui porte la responsabilité morale et économique sur les consommateurs plutôt que sur les entreprises, avec le risque de créer des niches et donc de créer une forme d’injustice sociale, où seul ceux qui ont un pouvoir d’achat suffisant pourront consommer « durable ».

Deux remarques pour la construction du label SNDI sont revenues plusieurs fois. D’un côté, il est important de prendre en compte l’existence des autres standards pour ne pas perturber trop brutalement l’écosystème actuel des standards en place. Si les acteurs déjà certifiés par des standards privés ne bénéficient pas de passerelles pour obtenir ou faciliter l’accès au label SNDI cela risque de créer de la concurrence aux standards actuels en dégradant leur image, en opposant le label public aux label privés. D’autre part, le « dilemme des standards » a été cité plusieurs fois : si le cahier des charges est trop exigeant il risque d’y avoir peu d’adhérents et donc in fine un faible impact global. Mais, au contraire, si le cahier des charges est peu exigeant les adhérents seront nombreux mais l’impact global sera également faible avec en plus un risque d’utilisation du label à des fins de « green washing ».

### S1B « Accords bilatéraux »

Tableau : Matrice SWOT du scénario 1B

|  |  |
| --- | --- |
| **Forces** | **Faiblesses** |
| Une démarche positive qui favorise la coopération en évitant de placer la France en donneuse d'ordres. (8)  Approche la plus durable : permet de modifier et d’améliorer les pratiques de manière profonde. (4)  Scénario le plus réaliste, prenant en compte les enjeux diplomatiques. (3) | Les négociations entre pays entraînent des délais longs, les enjeux de la déforestation sont trop urgents pour ce type d’accords. (7)  Les accords bilatéraux ne sont pas efficaces (exemple FLEGT APV efficacité très critiquée). (7.  La France a un trop faible poids sur les marchés pour être en position de négocier. (6) |
| **Opportunités** | **Menaces** |
| Mise en place de projets de développements avec les pays partenaires. (5.  Intégrer ce cahier des charges aux accords existants (Mercosur…). (3)  Se baser sur les fiches pays de la SNDI. (3) | Interrogations structurelles : Comment s’assurer du niveau de vérification dans les pays producteurs ? (4)  Corruption dans les pays producteurs : risque de détournement de la réglementation. (3) |

La mise en place d’accords bilatéraux entre les pays producteurs et la France est une stratégie réaliste qui intègre les enjeux diplomatiques de la SNDI et permet de favoriser la coopération. En revanche ces accords internationaux sont parfois jugés inefficaces et longs à mettre en place. Des doutes sont émis quant à la capacité de la France à négocier des accords seule face à des pays comme le Brésil et l’Indonésie.

Plusieurs les visions du monde émergent des arguments donnés par les répondants :

1. Les approches partenariales sont réalistes car elles prennent en compte les enjeux diplomatiques. Ce type de stratégie permet de développer le dialogue entre la France et les pays producteurs via une démarche positive de coopération entre Etats en évitant de placer la France en position de donneuse d'ordres. Il faut aider les pays producteurs, économiquement et techniquement, à suivre la France dans ses engagements en matière de lutte contre la déforestation. Les accords commerciaux volontaires sont des supports bien adaptés à un fléchage des aides de l’AFD vers des projets de développement de systèmes de production compatibles avec les exigences de la SNDI.
2. L’élimination de la déforestation doit se faire à grande échelle pour éviter des effets de déplacement, c’est-à-dire que les productions non durables trouvent d’autres marchés moins exigeants. Il faut donc agir à des niveaux nationaux et supranationaux, notamment via la mise en place d’accords avec les pays à l’image du FLEGT de l’UE. Il faut multiplier les accords partenariaux pour couvrir un maximum d’Etats. Le cahier des charges de la SNDI pourrait en plus servir de base aux accords commerciaux bilatéraux du scénario 1B, mais il pourrait également être intégré aux accords internationaux de libres échanges et de partenariats économiques (Mercosur, APE, ALE…).
3. Les accords bilatéraux ne sont pas efficaces, les négociations prennent trop de temps et la France est un trop petit marché pour avoir du poids dans les négociations. Le parallèle du scénario 1b avec le FLEGT est revenu très fréquemment en caractérisant ce dernier comme une opération longue et inefficace. De plus, la négociation d’un cahier des charges sous-tend un risque de compromis sur certaines exigences de la SNDI.

### S2 « Méta-label »

Tableau : Matrice SWOT du scénario 2

|  |  |
| --- | --- |
| **Forces** | **Faiblesses** |
| Opérationnel car se base sur l'existant : les acteurs sont déjà partiellement en place et cela permet de bénéficier de l'expérience des standards. (19)  Rapide à mettre en œuvre. (7)  Simple à mettre en œuvre (5)  Acteurs privés moins contraints que les acteurs publics sur des aspects de faisabilité politique. (4)  Permettrait d’améliorer la lisibilité des différents labels pour les consommateurs (6). | Les standards sont peu efficaces pour protéger globalement l’environnement et les droits sociaux. (25)  Avancement inégal des standards selon les filières, voire inexistant (bœuf, caoutchouc). (10)  Part de marché certifiée trop faible. (6)  Délégation de pouvoir à des entreprises privées (5) |
| **Opportunités** | **Menaces** |
| Les standards sont actuellement de plus en plus concernés par les problématiques de déforestation. (3)  RBUE pourrait reconnaître les certifications FSC et PEFC, cela permettrait de voir s’il est pertinent de se baser sur des standards privés. (3) | Si pour une filière il y a plusieurs labels accrédités SNDI, alors risque de « tirer » vers le bas, car les entreprises pourraient privilégier les standards les moins exigeants. (3)  Apposition du méta-label sur les produits finaux risque de modifier les modèles économiques des standards. (3) |

C’est un scénario est souvent décrit comme opérationnel par les répondants. Les acteurs de la certification sont déjà en place et la stratégie permettrait de bénéficier de l’expérience des standards. En revanche, de nombreux doutes sont émis sur la capacité des standards à préserver l’environnement et les droits sociaux. Enfin, avec un avancement inégal des standards selon les filières, le méta-label ne semble pas adapté à toutes les commodités traitées par la SNDI.

Le méta-label est un scénario qui oppose parmi les acteurs interrogés, de par son approche basée sur la reconnaissance des standards privés, ces derniers étant souvent décriés par les uns et encensés par les autres. Plusieurs visions du monde apparaissent :

1. Les standards sont opérationnels et s’améliorent régulièrement. Le méta-label en se basant sur l’existant est opérationnel, simple et rapide à mettre en œuvre. Cette approche bénéficierait également de l’expérience des standards et des acteurs en place, avec des processus déjà éprouvés sur lesquels se baser. Les standards de durabilité sont de plus en plus concernés par les problématiques de déforestation et le méta-label servirait de grille de lecture pour aider les standards améliorer leurs contenus et permettrait aux consommateurs d’identifier les label reconnus par le gouvernement.
2. Les standards sont inefficaces et sont utilisés par les entreprises comme des instruments de *green washing*. Les standards ne sont pas assez efficaces pour protéger l’environnement et les droits sociaux. Les parts de marché des productions certifiées sont très faibles. Les organismes certificateurs sont souvent payés directement par leurs clients et donc il y a un risque de perte d’objectivité. De plus, si pour une même filière plusieurs labels sont accrédités par la SNDI, cela risque de tirer vers le bas les exigences générales car les entreprises privilégieront les standards les moins exigeants tout en bénéficiant du méta-label. On permet ainsi aux acteurs de choisir les systèmes les plus adaptés pour leurs entreprises (« *forum shopping* »).
3. C’est une approche qui permet de bénéficier de la réactivité des entreprises et de leurs libertés d’action mais elle nécessite de déléguer une partie du contrôle public à des acteurs privés. Les acteurs privés sont moins contraints que les acteurs publics sur des aspects de faisabilité politique et les entreprises sont plus réactives que les administrations. Cependant cela peut aussi être perçu comme une forme de favoritisme de certaines entreprises avec le risque de dissoudre le pouvoir régalien de l’Etat en matière de contrôle.
4. Enfin plusieurs acteurs ont rappelé l’importance de ne pas se limiter au contenu des normes des standards pour évaluer la compatibilité avec la SNDI mais d’aller plus loin pour mesurer l’efficacité relative de ces standards, notamment en mesurant les impacts réels sur le terrain. Une majorité des acteurs estiment que s’il y a une réelle vérification des engagements des standards, le méta-label pourrait être un instrument performant.

### S3 « Gestion géographique du risque »

Tableau : Matrice SWOT du scénario 3

|  |  |
| --- | --- |
| **Forces** | **Faiblesses** |
| Approche décrite comme pragmatique et efficace (9).  Porte la responsabilité sur les acteurs intermédiaires et les entreprises privées. Evite de porter les coûts supplémentaires sur les producteurs. (4)  Entreprises mises en responsabilité : augmente la vitesse de mise en œuvre. (3) | Interrogations de la part des acteurs (11) sur des aspects opérationnels *(«*qui fait quoi et qui paye quoi*»*).  Pas forcément adapté pour le soja : commodité échangée de nombreuse fois *(« Soja any origins »)* (4)  Ne récompense pas les actions individuelles et pénalise collectivement (3)  Approche excluante (5) |
| **Opportunités** | **Menaces** |
| Loi de devoir de vigilance : permet d’avoir une gestion indirecte du risque par l’Etat, via les entreprises afin de limiter les risques de représailles diplomatique. (6)  Mécanisme de suivi (4) | Ingérence dans la souveraineté des Etats (4)  Risque de représailles de l’OMC pour discrimination (4)  Rôle central des entreprises : Les importateurs ont quitté la réunion soja (3) |

La gestion géographique du risque est une réponse à la déforestation importée jugé pragmatique et efficace. Elle permet de placer la responsabilité du contrôle sur les acteurs intermédiaires et notamment les importateurs. Selon son niveau de fermeté, elle pourrait très rapidement permettre d’atteindre les objectifs de la SNDI, par exemple en refusant systématiquement les produits en provenance de zones à risques. Mais plusieurs répondants estiment que cette stratégie est trop excluante, avec un risque élevé que la stratégie soit désignée comme de l’ingérence dans la souveraineté des Etats producteurs si c’est la France qui définit les zones à risques.

Plusieurs visions du concept de gestion géographique du risque ressortent des arguments donnés par les répondants :

1. Une approche pragmatique qui porte la responsabilité au niveau des entreprises et permet de limiter les coûts de la traçabilité. C’est une approche pertinente et efficace pour lutter contre la déforestation importée : les flux des commodités importées peuvent être croisés avec les images satellites pour estimer les niveaux de risque. La méthode est accessible et généralisable. Cette approche permet de placer la responsabilité au niveau des entreprises privées et de limiter ainsi la production de surcoûts pour les producteurs. La mise en responsabilité des entreprises permettrait également de réduire les délais d’application de la SNDI, en s’émancipant des délais administratifs et de certains verrous politiques. Un argument en faveur d’une gestion du risque plutôt que d’une stratégie basée sur la certification est la diminution des coûts liés à la traçabilité. En effet une gestion du risque n’implique pas une ségrégation des produitscomme l’impliquerait une stratégie basée sur la certification.
2. La gestion du risque ne doit pas faire de la SNDI un instrument discriminant mais être dans l'accompagnement des Etats et des producteurs. Cette approche risque d’être excluante et trop peu basée sur de la coopération. L’approche ne récompense pas les actions individuelles des producteurs et elle pénalise collectivement. C’est un scénario qui place la France en position de donneuse d’ordre et présente un risque important d’être désignée comme de l’ingérence dans la souveraineté des Etats producteurs avec des menaces de représailles commerciales. La loi de devoir de vigilance pourrait jouer un rôle clé dans cette approche en permettant de mettre en place une gestion indirecte du risque par les Etats via les entreprises, et donc de limiter les risques de représailles diplomatiques, tout en permettant de dépasser la simple approche volontaire par la réglementation. Une partie des acteurs du privé ont annoncé être prêts et capables de mettre en œuvre une stratégie de gestion géographique du risque mais sous condition d’avoir une réglementation qui place toutes les entreprises françaises à un même niveau d’exigence.
3. Cette approche est fortement compatible avec un fléchage des aides aux développements. Ainsi les territoires évalués comme zone à risques qui souhaiteraient améliorer leurs pratiques pour être compatibles avec la SNDI pourraient être prioritaires aux aides. Les ONG pourraient assumer ce travail de cartographie des risques et ainsi faire pression sur les importateurs/distributeurs (« *blaming and shaming »*). Plutôt qu’une discrimination de certaines régions des pays producteurs par la France, nous pourrions établir des accords avec les pays producteurs, qui définiraient eux-mêmes les zones à éliminer des chaînes d’approvisionnements. Cela pourrait être un outil adapté aux pays où il y a beaucoup de déforestations illégales mais moins si celles-ci sont légales.
4. Une stratégie basée sur une gestion du risque n’améliore pas la situation des producteurs, elle permet seulement à la France de s’exonérer de ses responsabilités environnementales. Si la France parvient à éliminer les zones à risques, elle est gagnante mais les pays producteurs exclus sont perdants. Cette approche n’améliore pas la situation des producteurs, avec le risque que les acheteurs se détournent des zones jugées à risque, qui se trouvent souvent être des zones à faible gouvernance. Celles-ci risquent alors de se tourner vers des marchés moins exigeants avec comme conséquence un réajustement structurel des filières et un « déplacement » de la déforestation importée.

Plusieurs acteurs estiment que cette approche pourrait être utilisée de manière complémentaire en tant que mécanisme de suivi. Il serait alors nécessaire de mutualiser les données sur les flux commerciaux par une instance publique, privée ou mixte. Ce type d’approche présente un risque d’investir dans le monitoring et la traçabilité plutôt que dans le développement de systèmes de production plus durables.

### S4 « Certification territoriale »

Tableau : Matrice SWOT du scénario 4

|  |  |
| --- | --- |
| **Forces** | **Faiblesses** |
| Intérêt de la part de la majorité des acteurs (« *concept intéressant*») (29)  Approche systémique plus efficace que les approches filières pour développer des systèmes durables et cohérents. (9)  Approche la plus prometteuse sur le long terme, inscription dans les politiques publiques. (6)  Basé sur des initiatives venant des pays producteurs. (6) | Jugé irréaliste par les acteurs. (21)  Manque de retours et d’expérience sur les approches territoriales. (10)  Approche long terme : pas adapté à l’urgence environnementale et difficile à vendre aux entreprises. (8)  Compliquer à mettre en place et difficile à évaluer/suivre/contrôler (8)  Pas adapté à l’huile de palme et au soja (multiples échanges). (4) |
| **Opportunités** | **Menaces** |
| Fléchage des aides de l’AFD pour les territoires qui voudraient être SNDI compatibles. (15)  Plus adapté aux Etats décentralisés. (3)  Nombreuses propositions de combinaisons de S4 avec d’autres scénarios. (8) | Y a-t-il suffisamment de territoires SNDI-compatibles ? (9)  Approche juridictionnelle : que se passe-t-il en cas de changement politique ? (5)  Fraude : expédition de produits non durables depuis des territoires certifiés. (4)  Moins adapté aux Etats centralisés. (3) |

Les approches paysage, par leur conception systémique, semblent être plus appropriées que les approches filières pour résoudre un problème environnemental et socioéconomique tel que la déforestation importée. Le scénario se base sur des initiatives venant des pays producteurs et permet de valoriser les efforts réalisés via une reconnaissance de ces projets par la SNDI. Mais de nombreuses réserves sont émises par les répondants : le scénario est jugé irréaliste et trop compliqué à mettre en place et à contrôler. Les approches territoriales sont relativement récentes et nous manquons d’expérience sur celles-ci.

Plusieurs lignes d’argumentation ressortent des arguments donnés par les répondants :

1. Un concept intéressant mais un manque d’expérience important concernant les approches territoriales. De nombreux acteurs se disent intéressés par une stratégie de gestion territoriale de productions garanties sans déforestation. Le scénario se base sur des projets initiés par les pays producteurs, permettant ainsi de valoriser les efforts réalisés et de placer les pays producteurs en tant que partenaire responsable et en charge des projets. En revanche de nombreux acteurs, même parmi ceux en faveur des approches territoriales, émettent des réserves sur la fiabilité et l’opérationnalité de ces projets, pointant souvent le manque de retours sur les projets existants et la difficulté pour agréger les données pour faire du suivi et de l’évaluation. C’est notamment l’étude de l’IDRRI (2020) sur les approches paysages qui souligne les avantages théoriques des approches territoriales, tout en reconnaissant le manque de retour sur l’efficacité des projets de ce type, à l’heure actuelle.
2. Les approches territoriales sont plus efficaces que les approches filières : c’est l’unique solution à la déforestation importée. Les approches filières montrent leurs limites car nous sommes sur des problématiques territoriales, il faut donc privilégier des approches territoriales. Pour cela il faut identifier les besoins des acteurs et mettre en place des projets qui font coïncider les exigences de la SNDI et les besoins des acteurs. Une approche systémique prend en compte l’ensemble des acteurs et leurs besoins pour développer des systèmes durables de manière cohérente. Ces approches globales sont plus adaptées que les approches filières pour un développement socio-économique plus équitable. La certification territoriale devrait permettre de réduire les coûts liés à la certification et de la traçabilité: au lieu de certifier filière par filière c’est le territoire entier qui bénéficierait d’une reconnaissance.
3. Les approches paysages sont une utopie. Ce scénario est irréaliste car certifier plusieurs territoires selon les exigences de la SNDI et ce pour l’ensemble des commodités produites dans ces territoires est trop complexe, voire impossible. Les pays producteurs ont généralement des gouvernances faibles avec des niveaux de corruption élevés et donc incompatibles avec la certification territoriale. Les approches paysages, portent sur le long terme, elles ne sont pas adaptées aux urgences environnementales et elles sont difficiles à vendre aux entreprises, qui cherchent à rentabiliser leurs investissements rapidement.
4. Une approche qui doit exploiter les opportunités. Plusieurs acteurs estiment également que ce scénario présente des niveaux de compatibilité variables selon les commodités. Ainsi la certification territoriale pourrait être plus adaptée à une commodité comme le cacao, où le lieu de production peut être valorisé comme un terroir présentant des qualités organoleptiques et nutritionnelles propres, alors qu’il serait plus difficile à valoriser pour des produits incorporés dans d’autre filières et échangés de nombreuse fois (soja, l’huile de palme) ou non destiné à la consommation alimentaire (hévéa, bois). Le scénario semble être fortement compatible avec un couplage des aides au développement de l’AFD, notamment vers les territoires candidats à une compatibilité avec la SNDI.
5. Cette approche semble plutôt adaptée à des Etats décentralisés plutôt qu’à des Etats centralisés.

Quel que soit le scénario étudié, il y a systématiquement plus de de faiblesses que d’avantages cités par les acteurs interrogés. Chaque scénario possède des atouts mais aucun ne semble être adapté à toutes les commodités. Au-delà d’une analyse générale de ces scénarios, nous avons aussi étudié le positionnement respectif des différentes catégories d’acteurs par rapport à ces options stratégiques et essayé d’expliciter les principales lignes argumentaires qui guident leurs choix.

## Préférences des acteurs

Au-delà d’avoir comptabilisé le nombre d’avis en faveur de chaque scénario, nous avons également classé les préférences par groupe d’acteurs afin de faire ressortir les coalitions ou les antagonismes d’intérêt parmi les principales parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de la SNDI.

### Les autorités publiques

Figure – Scénarios privilégiés par les pouvoirs publics

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Principales lignes d’argumentation**   * Les accords bilatéraux prennent du temps : en parallèle on pourrait se baser sur des standards privés. * S2 est l’approche la plus simple à mettre en place. * Acteurs privés moins contraints que les acteurs publics. * Approche qui nécessite une délégation du contrôle public à des acteurs privés. |

De manière générale, les acteurs des pouvoirs publics privilégient la reconnaissance de standards privés (S2) et la mise en place d’accords bilatéraux avec les pays producteurs (S1B).

Le scénario 1B séduit les pouvoirs publics : il est réaliste et prend en compte les enjeux diplomatiques de la mise en place d’une politique française étrangère, sur des sujets souvent sensibles, tel que la déforestation légale dans les pays producteurs. Mais ils estiment également que la mise en place d’accords entre Etats prend généralement du temps et que les problèmes environnementaux nécessitent des réponses rapides, tant sur la nature urgente que sur l’aspect politique : ce sont des sujets sensibles avec une pression récurrente des ONG.

Le méta-label pourrait être la solution, seul ou en parallèle à la mise en place d’accords. Il semble pouvoir être rapidement opérationnel et permet de déléguer le contrôle à des entreprises. Ce dernier point est perçu par les pouvoirs publics comme une force, par l’augmentation de la capacité à faire du contrôle et une réduction des coûts pour le gouvernement mais avec un risque de diminution de la souveraineté de l’Etat sur le contrôle de la déforestation importée.

La France pourrait ainsi bénéficier de l’expérience des standards et notamment pour pallier un des principaux verrous à l’élimination de la déforestation importée : la traçabilité. Les standards ont déjà leurs protocoles de contrôle et les acteurs sont déjà en place pour évaluer et contrôler la traçabilité des productions.

De plus, les entreprises certificatrices sont moins contraintes que les Etats sur des aspects diplomatiques, par exemple sur le traitement de la déforestation quand elle est légale dans les pays producteurs. La certification permet de s’affranchir de ses contraintes et permet un meilleur contrôle de la déforestation légale.

### La recherche

Figure - Scénarios privilégiés par la communauté scientifique

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Principales lignes d’argumentation**   * La coopération plutôt que l’imposition de règles : approche « diplomatique ». * Il est important de mettre en place un dialogue France – pays producteurs. * Complété par S4 sur le long terme, une combinaison adaptée à un fléchage des aides au développement. * Les standards ne permettent pas ou peu de protéger l’environnement (efficacité relative et faibles parts de marché). |

La communauté scientifique interrogée insiste sur l’importance de coopérer avec les pays producteurs et d’éviter les approches coercitives et unilatérales. Bien que les approches « géographiques » (S3 et S4) aient été plusieurs fois citées, ce sont les stratégies basées sur la mise en place d’accords partenariaux (S1B) qui sont plébiscitées. L’atteinte du « zéro déforestation » passera nécessairement par un processus long, les stratégies rapides et opérationnelles ont peu de chance d’entraîner des changements profonds et durables. Les accords bilatéraux prennent du temps à être opérationnels mais permettent, en associant développement économique et préservation de l’environnement, la création de changements durables. De plus, ils permettent de placer la France en position de partenaire plutôt que de dirigeant, et donc limitent les risques de crispation diplomatique et de représailles commerciales.

Les acteurs de la recherche insistent également sur l’importance d’expliquer la démarche de la SNDI aux pays producteurs et de prendre en compte les contextes variables des pays producteurs. La nécessité d’aider les pays producteurs à se conformer aux exigences de la SDNI par des aides économiques et techniques, a souvent été mentionnée. La mise en place d’accords bilatéraux offrirait un support intéressant pour un fléchage prioritaire des aides aux développements vers les pays signataires. Le scénario 4 pourrait fonctionner en parallèle des accords partenaires : lorsqu’un Etat producteur n’est pas prêt à s’engager à l’échelle nationale, certains territoires (Etats, régions, communes…) pourraient mettre en place des projets territoriaux de durabilité compatibles avec la SNDI et pourraient bénéficier de l’aide au développement à l’instar des pays signataires.

Enfin la majorité des chercheurs interrogés se placent en défaveur de la certification : ils la jugent peu impactante sur les problématiques environnementales et sociales et estiment que les parts de marché certifiés sont globalement trop faibles. La certification engendre souvent une multiplication de systèmes parallèles, permettant aux entreprises de choisir la réglementation présentant le meilleur rapport ‘facilité d’accès - gain d’image’ (*forum shopping*).

### ONG

Figure - Scénarios privilégiés par les ONG

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Principales lignes d’argumentation**   * Opposés à S2 et aux standards de manière générale. * Il est nécessaire que la SNDI devienne réglementaire * Il faut élargir et renforcer la loi de devoir de vigilance. * C’est à la France de décider quels produits elle importe. * Les accords bilatéraux sont trop longs à mettre en place. |

Les représentants des ONG ont généralement des positions engagées avec des stratégies préconisées plus drastiques que celles des autres acteurs. Selon eux, la SNDI doit accélérer sa mise en œuvre et c’est aux entreprises d’assumer les hypothétiques surcoûts liés à une élimination de la déforestation importée en France. Les grandes entreprises sont jugées trop puissantes, et certains acteurs s’interrogent sur les capacités des pouvoirs publics de certains pays producteurs à rivaliser avec les importateurs internationaux.

Pour les ONG, la SNDI doit être plus efficace. Pour cela, deux instruments ont été préconisés : un renforcement de l’application de la loi sur le devoir de vigilance et l’interdiction des produits à risques sur le territoire national. D’une part, le devoir de vigilance est encore peu respecté par les grandes entreprises, sans qu’il y ait de sanctions. Cette réglementation mériterait d’être étendue à l’échelle européenne pour avancer de manière efficace sur la déforestation importée.

D’autre part, les ONG préconisent une interdiction des produits à risques en se basant sur une gestion géographique du risque. Elles privilégient une stratégie comparable au scénario 3 avec une mise en œuvre plus radicale (interdiction des produits). D’après elles, le marché ne pourra jamais être la solution aux problèmes environnementaux, c’est pourquoi il est nécessaire d’imposer des restrictions selon le niveau de risque des pays, ainsi qu’une traçabilité forte obligatoire.

Globalement les ONG se placent en défaveur des approches basées sur des standards : les labels sont peu efficaces, et utilisés à des fins de *green washing* par les entreprises pour se placer sur des marchés de niche. Se baser sur les systèmes de certification sous-entend que les surcoûts sont en partie supportés par le consommateur. C’est un aspect présenté comme un point positif dans la mesure où cela évite de placer tous les surcoûts sur les producteurs mais cela crée une forme d’injustice sociale, où seuls les ménages ayant un pouvoir d’achat suffisant peuvent consommer de manière « durable ».

Enfin les ONG estiment que les accords bilatéraux ont surtout des finalités politiques sans impacts en matière de préservation de l’environnement, avec des délais de mise en œuvre trop importants.

### Les organismes producteurs de standards

Figure - Scénarios privilégiés par les producteurs de standards de certification

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Principales lignes d’argumentation**   * Opérationnel * Les standards permettraient d’améliorer la traçabilité. * Se baser sur l’existant pour bénéficier de l’expérience des standards. |

Sans surprise, les standards défendent les stratégies basées sur les labels privés. Ils estiment que le scénario 2 (méta-label) permettrait à la France de profiter de l’expérience des standards en matière de contrôle, de traçabilité et de certification. C’est d’après eux le scénario le plus opérationnel : les acteurs sont déjà en place et les producteurs déjà familiarisé avec le fonctionnement des standards.

Ils reconnaissent que les standards présentent certaines lacunes, notamment des parts de marchés insuffisantes, mais estiment que la certification est un des instruments les plus maîtrisés et le plus efficaces à ce jour pour garantir la durabilité d’un système de production.

### Les entreprises privées

Figure - Scénarios privilégiés par les entreprises

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Principales lignes d’argumentation**   * Approches territoriales plus efficaces que les approches filières pour développer des systèmes durables. * S4 adapté à un fléchage des aides aux développements de l’AFD. * Gestion du risque géographique peut être mis en place par les entreprises, s’il y a une obligation commune de moyen. * Tendance des entreprises à se détourner des standards. |

A l’inverse des projections faites par les autres parties prenantes (comme « les privés favorisent généralement les standards, souvent comme outil de green washing »), les entreprises annoncent plutôt s’éloigner de la certification, la jugeant peu efficace et de plus en plus dure à vendre aux consommateurs. L’exemple de la certification RSPO pour l’huile de palme a souvent été cité : actuellement la mention « *sans huile de palme* » est un argument commercial plus fort qu’un produit qui aurait le label RSPO.

Les acteurs du privé déclarent vouloir privilégier les approches territoriales (S4) et géographiques (S3). La première est jugée plus efficace que les approches filières pour améliorer la durabilité des systèmes de production et permettrait de diminuer les coûts liés à la traçabilité. La gestion du risque géographique est envisageable d’après les entreprises mais nécessiterait une réglementation qui les placerait toutes à un même niveau d’exigence.

Enfin les entreprises jugent important de mettre en place une stratégie qui répartit les coûts supplémentaires de manière homogène sur l’ensemble des acteurs des filières. Le scénario 4 leur semble particulièrement adapté à un fléchage prioritaire des aides de l’AFD pour les territoires qui voudraient être compatibles avec les exigences de la SNDI.

## Les mécanismes incitatifs pour développer un cadre opérationnel de la SNDI

Quoique les avis soient partagés sur le scénario privilégié de mise en œuvre de la SNDI, il existe un consensus général pour opter en faveur une politique incitative plutôt que punitive, avec une application progressive dans le temps. Selon nos entretiens, ce cadre incitatif se compose de trois éléments : instruments fiscaux, notamment une taxation différenciée en fonction de l’empreinte environnementale du produit importé, mécanismes réglementaires pour rendre la SNDI effectivement contraignante, et campagnes d’information auprès du grand public.

### Mécanismes économiques : les leviers fiscaux

Les travaux de Karsenty (2019 a-b) sont fréquemment cités lorsqu’il s’agit d’élaborer fiscalité différenciée en faveur des produits durables ou sans déforestation. Ce mécanisme est pensé à un niveau européen. Il insiste sur l’importance de distinguer déforestation légale et déforestation illégale. En effet sur le plan de la faisabilité politique, la discrimination de produits issus de la déforestation illégale semble possible, à l’inverse des produits associés à une déforestation légale dont le boycott pourrait déclencher des représailles commerciales de la part des pays producteurs et des sanctions de la part de l’OMC.

Le système incitatif reposerait alors sur deux mécanismes (Figure 9): (1) une démarche de diligence raisonnée (« due diligence ») à l’image du RBUE mais étendu aux autres commodités SNDI pour lutter contre les productions issues de déforestations illégales, et (2) des droits de douanes différenciés selon les preuves apportées en matière de non-déforestation par les importateurs. Dans le dernier cas, les certificats privés – rassemblés ou pas sous un « méta-label » - permettraient de garantir la durabilité et la zéro déforestation d’un produit.

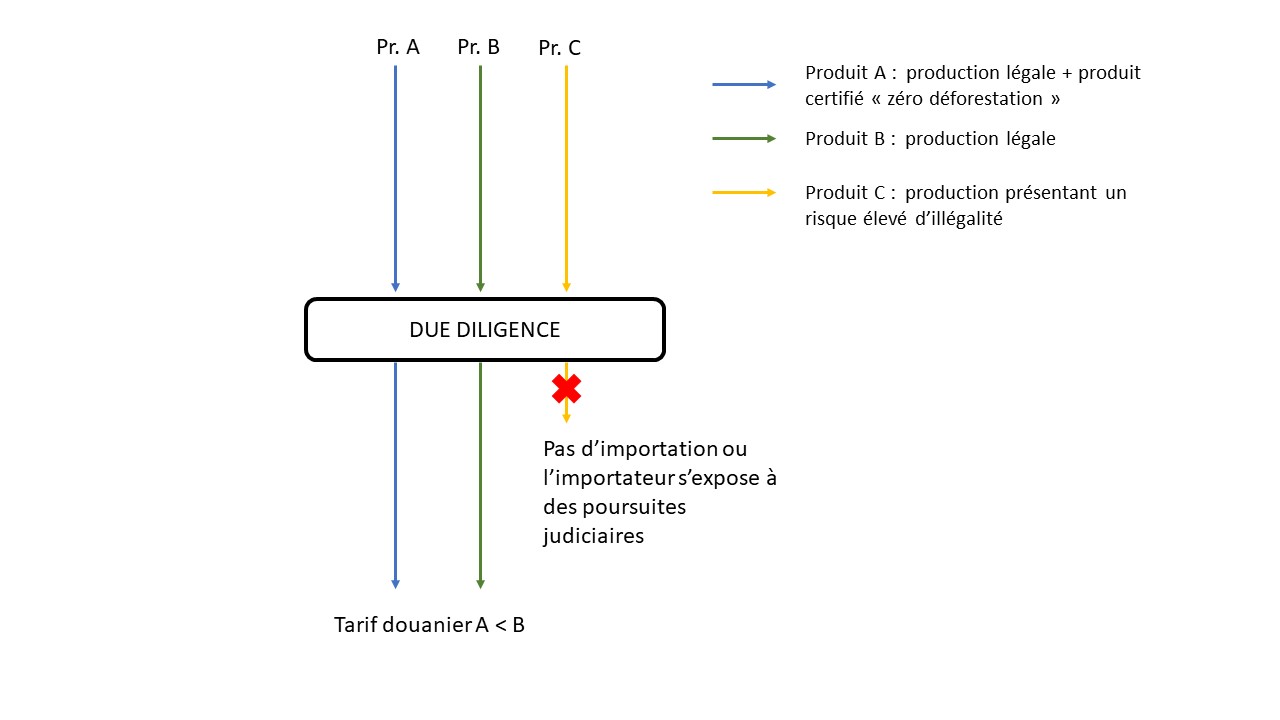


Figure - Fonctionnement de la fiscalité différenciée

Un autre moyen proposé pour appuyer le développement de production certifiée est celui d’une coopération fiscale entre la France (ou l’UE) et les pays producteurs : les pouvoirs publics des pays producteurs diminuent les taxes des productions certifiées et l’UE s’engage à compenser le manque à gagner des Etats producteurs. Ce mécanisme pourrait permettre de limiter les risques de représailles de la part de l’OMC mais nécessite de mettre en place des subventions pour les pays producteurs plutôt que des diminutions de taxe à l’importation alors que cette dernière option reste généralement l’option privilégiée par les Etats.

Enfin un autre levier fiscal est la modulation des taux nationaux de TVA selon la durabilité des produits. Par exemple actuellement en France la TVA pour le chocolat noir est à 5 % tandis que la TVA pour le chocolat au lait est 20 %. On pourrait imaginer un système similaire en s’appuyant sur les certificats actuels de durabilité.

### Les mécanismes non économiques : renforcement de la réglementation et campagnes de communication

Plusieurs acteurs ont mentionné l’utilisation de leviers réglementaires, soit par le renforcement et l’élargissement du champ d’action de la loi de devoir de vigilance, soit via l’association formelle ou l’intégration de la SNDI à des accords commerciaux internationaux.

Une fois n’est pas coutume, plusieurs grandes entreprises insistent sur l’importance de la réglementation pour mieux faire appliquer des mesures facilitant la mise en œuvre de la SNDI. Par exemple, plusieurs grands distributeurs rappellent qu’ils ont commencé à développer une traçabilité du soja lorsque la loi anti-OGM a été promulguée. De même, les entreprises privées annoncent qu’elles pourront d’autant plus convaincre leurs fournisseurs de modifier leurs modes de production pour se prémunir de la déforestation que cette contrainte leur sera imposée par la réglementation.

La réglementation peut également être renforcée à un niveau supranational. Par exemple, certaines ONG travaillent sur des améliorations réglementaires à travers des accords commerciaux comme le Mercosur et le FLEGT. L’idée est d’utiliser le commerce comme incitant à produire de manière plus durable, couplé à une réglementation adéquate. Des clauses environnementales pourraient être intégrées aux accords commerciaux entre l’UE et les pays producteurs, comme le respect des Accords de Paris. En cas de non-respect, il serait possible de suspendre les accords et/ou de mettre en place des sanctions. Se baser sur des accords environnementaux signés par de nombreux pays pour définir des clauses environnementales permettraient de limiter les risques de représailles de la part de l’OMC.

La communication en faveur d’importations sans déforestation est également fréquemment mentionnée comme un levier non-économique d’application de la SNDI, mais l’importance accordée par les acteurs varie selon les scénarios envisagés. Elle est plus importante pour les scénarios où les consommateurs jouent un rôle clé, comme les stratégies basées sur la certification, mais elle reste globalement nécessaire pour maintenir un débat public et une conscience environnementale collective, permettant de faire pression sur les entreprises et les pouvoirs publics en matière de gestion durable.

Le guide pour faciliter des achats publics sans déforestation, récemment publié par le MTE, est le premier exemple d’une communication pratique à destination des administrations et des élus.

Plusieurs ONG voient également la communication comme un moyen d’influencer les politiques environnementales des entreprises en jouant sur leurs risques réputationnels notamment avec des campagnes de « *black washing* » auprès du grand public. Ces campagnes dépendent toutefois de la facilité qu’ont les consommateurs à faire le lien entre un produit (plutôt de consommation courante) et l’environnement naturel dans lequel (ou à proximité duquel) il est produit.

# Perspectives

La construction des scénarios de mise en œuvre de la SNDI et l’étude des perceptions des acteurs sur ces approches mettent en lumière la complexité d’application de cette politique publique. Dans cette dernière partie, nous tentons de dégager trois perspectives de réflexion qui nous semblent structurer les choix à venir pour opérationnaliser la SNDI. Premièrement, nous nous interrogeons sur les possibilités de combiner les scénarios proposés, dans une approche de mise en œuvre progressive. Deuxièmement, nous envisageons la possibilité d’approches mono-filières, où des instruments sont conçus et appliqués pour répondre aux spécificités de chacun des filières mentionnées dans la SNDI. Enfin, nous revenons sur la nécessité de clarifier les liens supranationaux de la SNDI avec la stratégie en cours d’élaboration par la Commission européenne et avec les règles de l’OMC.

## 6.1. Une nécessaire articulation d’instruments

Les 5 scénarios envisagés se distinguent notamment par des pas de temps différents. La création d’un nouveau label (S1A) et la mise en place d’accords bilatéraux (S1B) sont des programmes de temps long, probablement de 15-20 ans si l’on regarde l’expérience du FLEGT. Sur un pas de temps intermédiaire, on trouve la promotion de la certification territoriale tandis que le méta-label (S2) et la gestion du risque (S3) porte plutôt sur le court terme.

Les différentes organisations en charge de mettre en œuvre la SNDI durant la prochaine décennie ont tendance à favoriser des instruments relativement rapidement opérationnels pour répondre aux attentes d’une frange des consommateurs et des citoyens. Parmi les deux scénarios (S2 et S3) pouvant offrir des solutions à court/moyen terme, la reconnaissance des labels privés est sans doute celui qui touche le plus grand nombre de filières, sans dépendre de l’existence préalable de données publiques sur les espaces et les commodités agricoles, une condition qui n’est pas vérifiée dans un grand nombre de pays producteurs du sud. Le scénario S2 recueille également le plus grand nombre d’avis favorables dans notre enquête. Au-delà de ses avantages et lacunes spécifiques, le choix du S2 permettrait d’enclencher plusieurs actions visant à clarifier la mise en œuvre de la SNDI :

* La reconnaissance des standards jugés compatibles avec la SNDI permettrait d’harmoniser et de clarifier l’offre parmi la multitude de standards existants sur le marché.
* Les efforts attendus des standards actuels pour améliorer leur conformité aux critères de la SNDI constitueraient une opportunité à la fois d’engager des discussions avec les parties prenantes mais également de renforcer la connaissance et la légitimité de ces standards auprès du grand public.
* La reconnaissance et le renforcement des standards pourraient servir d’expérience pour la SNDI tout en limitant les coûts opérationnels pour la France. Cela donnerait au gouvernement un point de départ ciblé pour ses propres actions réglementaires.

Il existe toutefois de nombreuses limites à ne faire reposer la SNDI que sur une reconnaissance des labels privés de durabilité : absence de certification dans certaines filières, risque de « green washing » si l’évaluation des impacts est inadéquate, risque de conflit si les objectifs et les valeurs d'un système de certification différent de ceux des gouvernements, influence limitée sur l’ensemble de la filière,… S’il est globalement reconnu que la certification apporte difficilement à elle seule une solution aux problèmes environnementaux (van der Ven *et al.*, 2018), elle peut cependant être un élément clé d'une stratégie d’hybridation avec d’autres formes de gouvernance (Resolve 2012 ; Lambin *et al.*, 2014), notamment dans beaucoup de pays du sud où les systèmes réglementaires limités et peu opérationnels sont incapables d'atteindre leurs objectifs (Cabezas *et al.,* 2019).

A l’échelle de la SNDI, deux autres approches sont d’ailleurs en phase d’initiation, sans toutefois que l’articulation avec la reconnaissance des standards privés soit explicitement faite.

Il s’agit, d’une part, de l’identification de zones à risque de déforestation (S3), qui a été portée à la fois par le chantier 3 du CST Forêt pour le soja brésilien (Angerand & Patentreger, 2020) et par le comité de suivi de la SNDI dans le choix de s’appuyer sur la plateforme [TRASE](https://insights.trase.earth/insights). Cet outil vise à mettre en lien les données disponibles sur les flux commerciaux et de production des matières premières agricoles tropicales afin de reconstituer les chaînes d’approvisionnements. Il recourt pour cela à des données accessibles au public pour cartographier les flux entre les pays consommateurs, via les sociétés commerciales et les zones de production. C’est un outil prometteur mais les informations disponibles sont parfois hétérogènes et TRASE base son concept sur l’utilisation de données publiques. Pour le moment les flux proposés par TRASE portent principalement sur l’Amérique du Sud et l’Indonésie.

D’autre part, le MEAE élabore des « feuilles de route » faisant le point sur les initiatives et les enjeux d’une production agricole sans déforestation dans une dizaine de pays du sud. Ces documents visent à instaurer un dialogue avec les pays exportateurs pour mettre en place des partenariats institutionnels et opérationnels. Ces feuilles de route pourraient servir de base opérationnelle pour la mise en place d’accords bilatéraux (S1B). En outre, à une échelle infranationale, l’AFD cherche à développer et appuyer des territoires forestiers dont la trajectoire de développement remplirait les exigences de durabilité et de zéro déforestation, possiblement jusqu’à obtenir une certification à l’échelle paysagère (S4).

La combinaison de ces différentes initiatives gagnerait à être clarifiée pour faciliter à terme la mise en œuvre coordonnée de la SNDI. Le Tableau 8 propose une tentative générique de combinaison de ces différents instruments sur la base de leurs portées actuelles et des perceptions des parties prenantes.

Tableau : Proposition d'une combinaison de scénarios pour mettre en œuvre la SNDI

|  |
| --- |
| **Mise en œuvre de la SNDI :** Méta-label (S2) + accords bilatéraux avec les pays volontaires (S1B) + reconnaissance des territoires durables volontaires, après vérification de la compatibilité avec la SNDI.  **Outil de suivi :** S3 suivi géographique du risque, se basant sur TRASE. Outil de suivi sur le court terme et moyen terme avec potentiellement un outil de contrôle et d’application de la SNDI à terme, avec une interdiction / taxation des zones à risques indirectement via la loi de devoir de vigilance renforcée.  **Mécanismes incitatifs :** Fiscalité différenciée sur les droits de douanes si la SNDI passe à une échelle UE et une fiscalité différenciée sur la TVA des produits reconnus comme durable + élargissement et renforcement de la loi de devoir de vigilance renforcée + marché public avec une part minimale de produits certifiés par le métal-label. |

Nous proposons de combiner les scénario 1B, 2, 3 et 4. Le méta-label servirait de point de départ pour initier une SNDI effective. En parallèle, les feuilles de routes pays permettraient de lancer la négociation d’accords bilatéraux pour mettre en place des systèmes de production plus durables dans les pays producteurs avec en contrepartie un fléchage de l’aide au développement vers les pays partenaires et une facilité d’accès au marché. Les territoires engagés dans des démarches de durabilité pourraient eux aussi être reconnus comme compatibles avec les engagements français et bénéficier des avantages exposés précédemment.

Le concept de gestion géographique du risque du scénario 3 serait utilisé sur le court et moyen termes comme outil de suivi de la SNDI. Il permettrait de mesurer les progrès réalisés et pourrait servir de guide aux entreprises, qui voudraient par exemple se conformer aux informations fournies par TRASE pour ensuite communiquer auprès de leurs consommateurs sur leurs engagements environnementaux. A terme, et à condition que l’outil démontre sa faisabilité dans des pays à faible gouvernance, cette approche pourrait devenir un véritable outil de contrôle et d’action pour la SNDI, en interdisant ou en taxant les zones jugées à risques, avec une action indirecte sur les entreprises via la loi de devoir de vigilance pour limiter les représailles de la part de l’OMC.

Enfin la création d’un cadre incitatif se baserait sur la mise en place d’une fiscalité différenciée, soit via la modulation des droits de douanes si une stratégie de lutte contre la déforestation importée est entérinée à l’échelle européenne (ou au moins pour les pays signataires de la Déclaration d’Amsterdam), soit via la modulation des taux de TVA si la lutte contre la déforestation importée reste nationale. Le recours aux marchés publics est un levier prometteur pour favoriser les produits sans déforestation, mais cette démarche nécessite de renforcer le contenu de plusieurs standards de certification et d’assurer son assise légale. Enfin il est utile de travailler avec les ONG pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux de déforestation importée afin de tirer la demande vers une consommation labélisée par des standards reconnus par la SNDI.

## Opter pour des approches mono-filières ?

La multiplicité des instruments envisageables pour appliquer la SNDI, la diversité des filières et la complexité résultante des liens entre ces instruments et ces filières pourraient conduire certains acteurs à privilégier la recherche de solutions plus pragmatiques à l’échelle de chacune des filières. Nous envisageons donc, dans cette section, les combinaisons d’instruments par commodité sur la base de la littérature et des perceptions des acteurs.

### Soja

Le Brésil et l’Argentine sont les principaux fournisseurs de soja en France. Un nombre réduit de pays exportateurs pourrait être un facteur facilitant pour la mise en place d’une gestion géographique du risque, en limitant la quantité de données à récolter. L’utilisation de TRASE par la SNDI et la proposition de mécanisme de gestion du risque pour le soja brésilien semble converger sur un scénario de gestion géographique du risque pour le soja.

Les parts de marché de soja certifié RTRS et Proterra sont très faibles pour le moment et le méta-label ne semble pas être l’instrument le plus pertinent pour le soja. Les autres leviers étudiés par la SNDI pour réduire la déforestation importée générée par le soja portent sur la diminution de la consommation de protéine animale en France et le développement des cultures de protéagineux sur le territoire national. Ces réflexions vont probablement jouer un rôle important dans le positionnement de la France par rapport à cette filière soja. Ces initiatives sont compatibles avec une gestion géographique du risque.

### Huile de palme

En ce qui concerne l’huile de palme, les travaux réalisés par le CSTF concluent que la certification RSPO pourrait être compatible avec les exigences de la SNDI (Bessou & Rival 2020). Le méta-label pourrait donc être un instrument utilisé par la SNDI pour l’huile de palme. En revanche, à travers les entretiens réalisés dans cette étude nous observons que la crédibilité du label RSPO ne fait pas consensus. Plusieurs répondants estiment que le standard est exigeant dans son contenu mais présente des problèmes d’application.

La signature de l’accord de partenariat volontaire FLEGT entre l’UE et l’Indonésie en 2013 pourrait être un facteur favorisant pour la mise en place d’un accord bilatéral avec l’UE pour réduire la déforestation importée.

Enfin de nombreux projets de développement se basant sur des approches paysages existent en Asie du Sud-Est, notamment en Indonésie où les Districts bénéficient d’une autonomie importante (Stickler *et al.*, 2018). L’étude de la comptabilité de certains de ces territoires durables avec la SNDI pourrait être combinée aux 2 propositions précédentes. Les territoires certifiés pourraient bénéficier du même cadre incitatif que les productions certifiées par le méta-label.

### Cacao

La filière cacao est celle avec la plus grande part de marché certifiée par des standards de durabilité parmi les six filières traitées par la SNDI. Les exportations de cacao vers la France proviennent principalement de la Côte d’Ivoire et du Ghana. Il pourrait donc être intéressant de combiner une reconnaissance des standards privés (Rainforest Alliance, FairTrade…) avec la mise en place d’accords bilatéraux avec ces 2 pays producteurs, voire d’appuyer des projets pilotes de paysages certifiés « zéro déforestation ». La traçabilité des fèves de cacao et l’accès difficile aux audits de certification sont toutefois deux limites fortes pour faire endosser pleinement ces standards par la SNDI (Carimentrand, 2020). D’autres standards associés aux cultures biologiques semblent davantage compatibles avec les exigences de la SNDI, mais leurs parts de marchés sont très faibles aujourd’hui en France et en Europe.

### Bois tropicaux

Les labels de durabilité pour les bois tropicaux sont parmi les plus exigeants parmi ceux étudiés par le CSTF (Piketty & Garcia Drigo 2021). Les standards FSC et PEFC semblent être les plus compatibles avec la SNDI actuellement. Le méta-label apparaît comme la voie à privilégier pour les bois tropicaux, d’autant que ces standards sont de plus en plus reconnus dans la réglementation des pays producteurs (Tsanga 2021). Un enjeu serait de développer le marché du bois certifié en Europe qui est globalement stable depuis 10 ans.

Le Plan d’Action FLEGT a permis de renforcer le respect de la légalité des exportations de bois tropicaux vers l’UE. On peut s’interroger sur la compatibilité d’une démarche française visant à lutter contre la déforestation importée liée à l’exploitation forestière en parallèle du FLEGT européen. Pour le moment les produits en bois certifiés FSC et PEFC ne sont pas automatiquement conformes au RBUE. Une reconnaissance de ces standards par l’UE pourrait permettre de faciliter la mise en place d’une stratégie française basée sur le méta-label et d’encourager le développement des bois certifiés.

### Bœuf

La revue bibliographique du CSTF sur la filière bovine dans les pays producteurs et les importations françaises de produits bovins permet de conclure que les importations de bœuf sont une source minime de déforestation importée pour la France et qu’il n’existe aucun système de certification à partir duquel travailler pour l’élaboration d’un méta-label. Il est difficile de conclure sur les instruments à mobiliser pour cette commodité et l’on peut s’interroger sur l’intérêt de la placer au même plan que les autres commodités dans la SNDI. On notera que l’élevage en Amérique latine est actuellement un sujet sensible, avec de nombreuses dénonciations par les ONG militantes, rendant le sujet difficilement évitable à la programmation de l’agenda politique. Nous pourrions nous appuyer sur la mise en place d’accords bilatéraux avec les principaux pays exportateurs vers la France, notamment le Brésil, associé à un suivi géographique du risque, avec TRASE par exemple.

### Hévéa

Il n’existe pas aujourd’hui de système de certification avec une tierce partie dans la filière hévéa sur lequel s’appuyer pour certifier la zéro-déforestation. Le GPSNR (Global Platform for Sustainable Natural Rubber) travaille actuellement à l’élaboration d’un ensemble de principes et critères pour définir la production durable de caoutchouc naturel, sans toutefois aller vers un système de certification. Il pourrait être intéressant d’évaluer la compatibilité des futurs principes du GPSNR avec la SNDI.

Par ailleurs, le marché international des produits dérivés du caoutchouc naturel implique un très faible nombre de multinationales, dont plusieurs ont mis en place des systèmes pouvant être compatibles avec la SNDI. C’est notamment le cas du système de gestion du risque géographique Rubberway qui associe Michelin et Continental et qui vise à répertorier les pratiques sur leurs zones de production via des questionnaires en ligne pour ensuite mettre en place une cartographie du risque de déforestation. Une étude de la fiabilité et de la robustesse du Rubberway est envisagée pour possiblement fournir à terme un moyen un outil global de gestion du risque de déforestation et d’accompagnement ciblé des petits producteurs vers la durabilité.

Au total, plutôt qu’une approche holistique de l’application de la SNDI, la recherche de solutions spécifiques à chaque filière paraît une démarche pragmatique et qui peut plus aisément mobiliser les acteurs concernés. Pourtant, ce déploiement à plusieurs vitesses et selon des approches hétérogènes de la SNDI peut remettre en cause l’unicité de cette politique publique et compliquer sa lisibilité par les consommateurs et les citoyens.

## Clarifier et renforcer les liaisons supranationales

La SNDI est une politique publique nationale mais dont le champ d’action relève principalement de l’échelle internationale. Il va rapidement être nécessaire de mieux articuler le choix des instruments pour appliquer la SNDI en France avec, d’une part, les stratégies qui s’élaborent au sein de l’UE et, d’autre part, les positions de l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

En premier lieu se pose la question de l’effectivité d’une SNDI restreinte à l’échelle de la France. De nombreux acteurs s’interrogent sur la capacité de la France à négocier pour imposer ses normes en raison notamment des faibles parts de marchés qu’elle représente pour les six commodités sélectionnées. Si la France doit s’accorder sur des conditions de production avec d’autres pays, il y aura des compromis à faire, et le niveau européen pourrait permettre d’avoir un pouvoir de négociation supérieur à celui de la France seule. Plusieurs acteurs estiment que la France est un trop petit marché pour pouvoir espérer infléchir une direction aux marchés, avec un risque de réajustement structurel des filières sans impact global. De plus, les commodités agricoles sont souvent importées par les grands ports européens, notamment hollandais. Pour cette raison-là également, une stratégie déployée à l’échelle de l’UE pourrait donc être plus adaptée à la problématique de la déforestation importée.

Un deuxième aspect à prendre en considération est la compétence exclusive de l’UE en matière de « politique douanière » et d’« accords commerciaux internationaux » (EUR-lex, 2016). Selon l’article 3 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les Etats n’ont pas de compétence en matière de tarifs douaniers ; seule l’UE est compétente pour les définir et pour les modifier. Il est important de prendre en compte ce paramètre dans le cadre de développement de mécanismes économiques pour mettre en œuvre la SNDI.

La nécessité d’une forme de transcription de la SNDI à l’échelle de l’UE est un des éléments les plus cités lors des entretiens, et une partie des acteurs reconnaissent l’existence d’un risque de dégradation des exigences de la SNDI actuelle si une stratégie équivalente prenait forme au niveau de l’UE. Certains acteurs proposent également un niveau intermédiaire transitoire : dans un premier temps, les pays signataires de la déclaration d’Amsterdam de 2015 pourraient constituer un noyau dur pour élaborer et expérimenter des mesures d’action contre la déforestation importée, pour chercher à les étendre ensuite à tous les pays membres de l’UE. Dans cette perspective, les négociations avec les Etats producteurs pourraient se faire par le biais de ce groupe restreint pour faciliter le dialogue.

Enfin le troisième paramètre à prendre en compte dans la mise en œuvre de la SNDI est l’ensemble des règles commerciales de l’OMC. Bien que d’intensité variable selon les scénarios, le risque de représailles de l’OMC est présent par rapport aux mesures visant à éliminer la déforestation dans les pays producteurs.

Il existe 2 principes essentiels de la réglementation de l’OMC : le principe de consolidation et le principe de non-discrimination. Le premier correspond à la définition de tarifs douaniers standards maximums et le deuxième concerne l’interdiction de discrimination entre des produits dit « similaires ». Pour le premier principe, Hornus (2019) identifie un frein à l’augmentation des tarifs douaniers standards, à cause de la « sécurité sur consolidation », qui n’autorise une hausse des tarifs douaniers qu’après des négociations auprès de ses partenaires commerciaux concernés. Quant au deuxième principe, les leviers identifiés pour permettre de s’en affranchir sont : la différenciation des produits selon les « Procédés et Méthodes de Production » et l’existence d’exceptions concernant la non-discrimination des produits. Toujours selon Hornus (2019), aucune des solutions envisageables sera aisément acceptée par l’OMC, notamment sur la base de considérations environnementales. Certains répondants estiment cependant que l’UE aurait plus de poids que la France dans les tractations avec l’OMC pour faire progressivement évoluer ses règles et ses pratiques.

# Références

Agrawal A., Nepstad D., et Chhatre A. 2011. Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation. *Annual Review of Environment and Resources*, 36(1). DOI : 10.1146/annurev-environ-042009-094508

Allaire G. 2016. Que signifie le « développement » de l’Agriculture Biologique ? *Innovations Agronomiques, INRA*, 148 p.

Angerand S. et Patentreger B. 2020. *Mettre fin aux importations de soja issu de la conversion d’écosystèmes naturels d’Amérique du Sud - Proposition d’un mécanisme pour mettre en œuvre les engagements français*. Rapport pour le CST Forêt, Paris, 35 p.

Auld G., Gulbrandsen L.H., et McDermott C.L. 2008. Certification Schemes and the Impacts on Forests and Forestry. *Annu. Rev. Environ. Resour.*, 33(1). DOI : 10.1146/annurev.environ.33.013007.103754

Barry M., Cashore B., et Clay J. 2012. *The Roles and Limitations of Certification*. 130 p.

Bessou C. et Rival A. 2020. *Palmier à huile, Etat des lieux sur la déforestation et les standards de certification*. Rapport CIRAD pour le CST Forêt, Montpellier : 61 p.

Beuchelt T.D. et Zeller M. 2011. Profits and poverty: Certification’s troubled link for Nicaragua’s organic and fairtrade coffee producers. *Ecological Economics*, 70(7). DOI : 10.1016/j.ecolecon.2011.01.005

Börner J. et Vosti S. 2013. Managing tropical forest ecosystem services: an overview of options. *Springer - Governing the Provision of Ecosystem Services*, p. 21‑46.

Borraz O. 2005. *Chapitre 3 : Les normes*. Presses de Sciences Po Disponible sur : https://www.cairn.info/gouverner-par-les-instruments--9782724609492-page-123.htm (Consulté le 21 octobre 2020).

Burkhardt D., 2020. *Motion for a European Parliament resolution, with recommendation to the Commission on a legal EU framework to halt and reverse EU-driven global deforestation*. European Parliament, Committee on the Environment, Public Health and Food Safety, 15/06/2020, Brussels, Belgium.

Cabezas S., Bellfield H., Lafortune G., Streck C., et Hermann B. 2019. *Towards more sustainability in the soy supply chain: How can EU actors support zero-deforestation and SDG efforts ?* Disponible sur : https://www.climatefocus.com/sites/default/files/20191209%20%20GIZ-%20Soy%20supply%20chain%20consolidated%20study%20clean%20v.7.0.pdf (Consulté le 12 août 2020).

Carimentrand A. 2020. *Cacao: Etat des lieux sur la déforestation et les standards de certification*. Rapport CIRAD pour le CST Forêt, Montpellier

Carlsen K., Hansen C.P., Lund J. 2012. Factors affecting certification uptake — Perspectives from the timber industry in Ghana. *Forest Policy and Economics*, 25. DOI : 10.1016/j.forpol.2012.08.011

Cashore, B., 2002. Legitimacy and the privatization of environmental governance: How Non-State Market-Driven (NSMD) governance systems gain rule-making authority. *Governance* 15: 503-529

CIFOR. 2018. *Can a jurisdictional approach boost sustainability ?* Dans : *CIFOR Forests News* [En ligne]. Disponible sur : https://forestsnews.cifor.org/57834/can-a-jurisdictional-approach-boost-sustainability?fnl= (Consulté le 23 juin 2020).

Commission européenne. 2019. *Stepping up EU Action to Protect and Restore the World’s Forests*. Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European economic and social committee and the Committee of the regions, 23/07/21019, Brussels, Belgium.

COWI. 2018. *Étude de faisabilité des options de renforcement de la lutte de l’Union européenne contre la déforestation*. 20 p. Disponible sur : https://ec.europa.eu/environment/forests/pdf/feasibility\_study\_deforestation\_kh0418238frn\_fr\_summary.pdf (Consulté le 19 avril 2020).

Cuypers D., Lust A., Geerken T., Gorissen L., Peters G., Karstensen J., Prieler S., Fisher G., Hizsnyik E., Van Velthuizen H., European Commission, Directorate-General for the Environment, Vito, Centre for International Cooperation in Advanced Education and Research (Bonn), et International Institute for Applied Systems Analysis (Luxenburg). 2013. *The impact of EU consumption on deforestation: comprehensive analysis of the impact of EU consumption on deforestation : final report.* Luxembourg : Publications Office Disponible sur : http://dx.publications.europa.eu/10.2779/82226 (Consulté le 22 octobre 2020).

Darnall N. et Sides S. 2008. Assessing the Performance of Voluntary Environmental Programs: Does Certification Matter? *Policy Studies Journal*, 36(1). DOI : 10.1111/j.1541-0072.2007.00255.x

DeFries, R.S. et al, 2010. Deforestation driven by urban population growth and agricultural trade in the twenty-first century. *Nat. Geosci.* 3: 178-181

Dingwerth K. 2008. Private Transnational Governance and the Developing World: A Comparative Perspective. *International Studies Quarterly*, 52. DOI : 10.1111/j.1468-2478.2008.00517.x

Duthilleul A. et Jouvenel M. 2017. *Evaluation de la mise en œuvre de la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d’ordre*. Rapport pour le Minsitère de l'Economie et des Financers, Paris, 68 p.

EPRS, 2020. *An EU legal framework to halt and reverse EU-driven global deforestation*.

European Parliament, European Added Value Unit PE 654.174, Brussels, Belgium, 129 p.

EUR-lex. 2016. *EUR-Lex - Répartition des compétences au sein de l’Union européenne*. Disponible sur : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM%3Aai0020 (Consulté le 4 novembre 2020).

Gereffi, G., Humphrey, J. and Sturgeon, T., 2005. The governance of global value chains*. Rev. Int. Political Econ.* 12 (1): 78 -104 <http://dx.doi.org/10.1080/09692290500049805>

Global Canopy. 2015. *Le Petit Livre des paysages durables - Assurer un développement durable par la gestion intégrée du paysage*. 98 p. Disponible sur : https://www.globalcanopy.org/sites/default/files/documents/resources/GCP\_LSLB\_French.pdf (Consulté le 24 juin 2020).

Guéneau S. 2020. *Soja: Etat des lieux sur la déforestation et les standards de certification*. Rapport CIRAD pour le CST Forêt, Montpellier : 66 p.

Henders S., Persson U.M., et Kastner T. 2015. Trading forests: land-use change and carbon emissions embodied in production and exports of forest-risk commodities. *Environ. Res. Lett.*, 10(12). DOI : 10.1088/1748-9326/10/12/125012

Henson S. et Reardon T. 2005. Private agri-food standards: Implications for food policy and the agri-food system. *Food Policy*, 30(3). DOI : 10.1016/j.foodpol.2005.05.002

Hornus M. 2019. *La lutte contre la déforestation imporée par la modulation des tarifs douaniers*. CIRAD, Montpellier, 35 p.

IDDRI. 2020. *Les approches de type territoriales dans le cadre des politiques « Zéro-déforestation*. 20 p.

IDH. 2020. *The urgency of action to tackle tropical deforestation - Protecting forests and fostering sustainable agriculture*. The Netherlands, 118 p.

Ingram V., Behagel J., Mammadova A., et Verschuur X. 2020. *The impact of deforestation-free commodity value chain approaches*. Wageningen University, the Netherlands, 85 p.

ISEAL. 2018. *Addressing sustainability at scale through landscape and jurisdictional approaches*. Dans : *ISEAL Alliance* [En ligne]. Disponible sur : https://www.isealalliance.org/sustainability-news/addressing-sustainability-scale-through-landscape-and-jurisdictional-approaches (Consulté le 30 juin 2020).

Kalfagianni A. 2015. ‘Just food’. The normative obligations of private agrifood governance. *Global Environmental Change*, 31. DOI : 10.1016/j.gloenvcha.2015.01.007

Karsenty A. 2019-a. *Les filières tropicales à l’épreuve de la lutte contre la « déforestation importée » - Willagri - Comprendre les enjeux de l’agriculture*. Disponible sur : https://www.willagri.com/2019/09/09/les-filieres-tropicales-a-lepreuve-de-la-lutte-contre-la-deforestation-importee/ (Consulté le 18 avril 2020).

Karsenty A. 2019-b. Certification of tropical forests: A private instrument of public interest? A focus on the Congo Basin. *Forest Policy and Economics*, 106, 101974

Khanna M. et Brouhle K. 2009. The effectiveness of voluntary environmental initiatives. Dans : Delmas M.A., Young O.R. (éd.). *Governance for the Environment*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 144‑182. Disponible sur : https://www.cambridge.org/core/product/identifier/CBO9780511627170A019/type/book\_part (Consulté le 30 juin 2020).

Lambin E.F., Gibbs H.K., Heilmayr R., Carlson K.M., Fleck L.C., Garrett R.D., le Polain de Waroux Y., McDermott C.L., McLaughlin D., Newton P., Nolte C., Pacheco P., Rausch L.L., Streck C., Thorlakson T., et Walker N.F. 2018. The role of supply-chain initiatives in reducing deforestation. *Nature Climate Change*, 8(2). DOI : 10.1038/s41558-017-0061-1

Lambin E.F., Meyfroidt P., Rueda X., Blackman A., Börner J., Cerutti P.O., Dietsch T., Jungmann L., Lamarque P., Lister J., Walker N.F., et Wunder S. 2014. Effectiveness and synergies of policy instruments for land use governance in tropical regions. *Global Environmental Change*, 28. DOI : 10.1016/j.gloenvcha.2014.06.007

Laurance W.F., Sayer J., et Cassman K.G. 2014. Agricultural expansion and its impacts on tropical nature. *Trends in Ecology & Evolution*, 29(2). DOI : 10.1016/j.tree.2013.12.001

Lee, J., Gereffi, G. and Beauvais, J., 2012. Global value chains and agri-food standards : Challenges and possibilities for smallholders in developing countries. *P. Natl. A. Sci.* July 31, 2012 Vol. 109 no.31 : 12326-12331 [www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.0913714108](http://www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.0913714108)

Lemos, M.C. and Agrawal, A., 2006. Environmental governance. *Annual Review of Environment and Resources* 31: 129-140

Lescuyer G., Tsanga R., Nziengui S., Forni E., Romero C., 2021. Influences of FSC certification on forest governance in the Congo basin. Article accepted in *Natural Resources Forum*

Mather, A.S., 2006. Land-use policies. In: Geist, H.J. (Ed.), Our Earth’s Changing Land: An Encyclopedia of Land-use and Land-cover Change, vol. 2. Greenwood Press, Westport, London, pp. 375–379. *Greenwood Press*, p. 375–379.

Meyfroidt, P., Rudel, T.K. and Lambin, E., 2010. Forest transitions, trade and the displacement of land use. *P. Natl. A. Sci.* vol. 107: 20917-20922 [www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.104773107](http://www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.104773107)

Mithofer, D., van Nordwijk, M., Leimona, B. and Cerruti, P., 2017. Certify and shift blame, or resolve issues? Environmentally and socially responsible global trade and production of timber and tree crops; *International Journal of Bioversity Science, Ecosystem Services & Management* 13: 72-85

Nepstad D., Irawan S., Bezerra T., Boyd W., Stickler C., Shimada J., Carvalho O., MacIntyre K., Dohong A., Alencar A., Azevedo A., Tepper D., et Lowery S. 2013. More food, more forests, fewer emissions, better livelihoods: linking REDD+, sustainable supply chains and domestic policy in Brazil, Indonesia and Colombia. *Carbon Management*, 4(6). DOI : 10.4155/cmt.13.65

Newton P., Agrawal A., et Wollenberg L. 2013. Enhancing the sustainability of commodity supply chains in tropical forest and agricultural landscapes. *Global Environmental Change*, 23(6). DOI : 10.1016/j.gloenvcha.2013.08.004

Pacheco, P., Gnych, S., Dermawan, A., Komarudin, H. and Okarda B. 2017. *The palm oil global value chain: Implications for economic growth and social and environmental sustainability*. Working Paper 220. Bogor, Indonesia: CIFOR. <https://www.cifor.org/publications/pdf_files/WPapers/WP220Pacheco.pdf>

Pacheco, P. et al, 2018. Governing sustainable palm oil supply: Disconnects, complementarities and antagonisms between state regulations and private standards. *Regulation & Governance*. doi:10.1111/rego.12220

Peters-Stanley M., Donofrio S., et McCarthy B. 2015. *Supply Change: Corporations, Commodities, and Commitments that Count*. 32 p. Disponible sur : https://www.forest-trends.org/publications/supply-change-corporations-commodities-and-commitments-that-count/ (Consulté le 2 juillet 2020).

Piketty M.G., Garcia Drigo I., 2021. *Standards dans la filière bois et Stratégie Nationale de Lutte Contre la Déforestation Importée*. Rapport CIRAD pour le CST Forêt, Montpellier : 23p, Montpellier, France

Ponte S. 2014. ‘Roundtabling’ sustainability: Lessons from the biofuel industry. *Geoforum*, 54. DOI : 10.1016/j.geoforum.2013.07.008

RESOLVE, 2012. *Toward sustainability: The roles and limitations of certification.* Final report prepared by the Steering Committee of the State-of-Knowledge Assessment of Standards and Certification, RESOLVE Inc., Washington D.C.

Romero, C., Putz, F.E., Guariguata, M.R., Sills, E.O., Cerutti, P.O., Lescuyer, G., 2013. *An overview of current knowledge about the impacts of forest management certification. A proposed framework for its formal evaluation*. CIFOR Occasional Paper 99, Bogor, Indonesia.

Rudel, T.K. et al, 2015. Forest transitions: towards a global understanding of land use change. *Global Environmental Change* 15: 23 - 31

Rueda X., Lambin E. 2013. Responding to Globalization: Impacts of Certification on Colombian Small-Scale Coffee Growers. *Ecology and Society*, 18(3). Disponible sur : https://www.ecologyandsociety.org/vol18/iss3/art21/ (Consulté le 25 octobre 2020).

Song, X. et al, 2018. Global land change from 1982 to 2016. *Nature* 560: 639-643

Stickler C., Duchelle A., Ardila J.P., Nepstad D., David O., Chan C., Rojas J.G., Vargas R., Bezzera T., Pritchard L., Simmonds J., Durbin J., Simonet G., Peteru S., Komalasari M., DiGiano M., et Warren M. 2018. *The State of Jurisdictional Sustainability: Synthesis for practitioners and policymakers*. San Francisco, USA: Earth Innovation Institute/Bogor, Indonesia: Center for International Forestry Research/Boulder, USA: Governors’ Climate & Forests Task Force Secretariat.

Tayleur C., Balmford A. et al., 2018. Where are commodity crops certified and what does it mean for conservation and poverty alleviation? *Biological Conservation*, 217, 36-46.

Taylor C. et Streck C. 2018. *The Elusive Impact of the Deforestation-Free Supply Chain Movement*. Working Paper.

Tsanga R., 2021. *Les interactions entre normes juridiques et normes techniques de certification forestière dans le Bassin du Congo*. Thèse pour le doctorat en droit, Université d'Aix-Marseille, 475p.

van Benthem M., Kremers J., Oldenburger J., Stam N., et Sleurink N. 2018. *Les importations de bois tropicaux en Europe: A quel point sont-elles durables? Estimation de la part de marché des bois tropicaux certifiés durables sur le marché européen*. 12 p.

van der Ven H., Rothacker C., et Cashore B. 2018. Do eco-labels prevent deforestation? Lessons from non-state market driven governance in the soy, palm oil, and cocoa sectors. *Global Environmental Change*, DOI : 10.1016/j.gloenvcha.2018.07.002

Venturini C. 2020. *Création d’un méta-label Zéro déforestation dans le cadre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Déforestation Importée – capitalisation d’expérience de l’Agriculture Biologique.* CIRAD, Montpellier, 55 p.

Wardell D.A., Piketty M.G., Lescuyer G. and Pacheco P., 2021. *Reviewing initiatives to promote sustainable supply chains: The case of forest-risk commodities.* Working Paper 8. Bogor, Indonesia: The CGIAR Research Program on Forests, Trees and Agroforestry.

Wehrmeyer Walter., Mulugetta Y. 1999. *Growing pains : environmental management in developing countries*. Sheffield : Greenleaf, UK.

Willer H., Sampson G., Voora V., Dang D., et Lernoud J. 2019. *The State of Sustainable Markets 2019 - Statistics and Emerging Trends*. Geneva, Switzerland : International Trade Centre (ITC), International Institute for Sustainable (IISD), Research Institute of Organic Agriculture (FiBL), Disponible sur : https://orgprints.org/36877/ (Consulté le 20 octobre 2020).

Winters P., Kuo H.-W., Niljinda C., Chen B., Alves-Pinto H.N., Ongun M., Daryanto S., et Newton P. 2015. Voluntary Certification Design Choices Influence Producer Participation, Stakeholder Acceptance, and Environmental Sustainability in Commodity Agriculture Sectors in Tropical Forest Landscapes. *Journal of Sustainable Forestry*, 34(6‑7). DOI : 10.1080/10549811.2015.1017884

Zeitlin, J. and Overdevest, C., 2020. Experimentalist Interactions: Joining up the transnational timber legality regime. *Regulation & Governance* (2020) doi: 10.1111/rego.1235

# Annexe : Guide d’entretien semi-directif

**Introduction**

**Mon sujet :** Mon stage se place dans le cadre des travaux CSTFde l’AFD et porte sur la mise en œuvre de la SNDI. Dans ce cadre, nous étudions les différentes « stratégies » potentielles à adopter pour atteindre les objectifs de la SNDI. Notre but est de faire une synthèse des différentes options envisagées, à l’aide des travaux réalisés sur le sujet et d’avis d’experts, pour comparer leurs avantages et leurs inconvénients. **Durée stage de 6 mois**

**Déroulement de l’étude :** 6 commodités + Synthèse Biblio / Entretien avec des experts (chercheurs, administrateurs, distributeurs, société civile…) / Synthèse / Atelier de discussion autour de ces options

Données confidentielles, entretien anonyme

**Questionnaire**

**Thème 1 Question ouverte :** Définir rapidement la SNDI : les 6 commodités + but + critères (forêt, sociaux, traçabilité…) Quelle serait la meilleure approche pour la mettre en œuvre ? Quelles modalités d’application ?

Avantages PUIS désavantages + Dans le futur quelles sont les opportunités/menaces qui pourraient favoriser/défavoriser l’adoption du scénario envisagé ?

**Thème 2 : Voici les autres options identifiées :**

**Scénario 1 :** Un cahier des charges « zéro déforestation » créé ex nihilo, qui exigerait le respect de « bonnes pratiques »**:** Le premier scénario se base l’adoption d’un cahier des charges créé spécifiquement par l’Etat pour répondre aux critères de la SNDI, soit en imposant unilatéralement ces critères, soit en les adaptant à la suite de négociations bilatérales/multilatérales. Ce cahier des charges pourrait ensuite être utilisé par l’Etat pour restreindre/interdire l’importation de produits déforestants, ou les autoriser en les surtaxant, ou pour créer un label de type AB.

**Scénario 2** : Un méta-label « zéro déforestation » qui reconnait et endosse des standards de certification par filière :

1) Identifier pour chaque filière les standards existants les plus exigeants en matière de déforestation 2) Croisement des critères des standards avec ceux de la SNDI

**Scénario 3 :** Gérer le risque de déforestation en discriminant les zones de production : Ce scénario porte sur une stratégie visant à éliminer certaines zones de production des chaînes d’approvisionnements lorsque ces zones sont considérées comme présentant un risque de déforestation. Cette approche s’articule principalement en 3 phases : (i) *les producteurs* *identifient les zones de production*, (ii) *Définir les zones à risque en définissant des dates limite de conversion et des seuils de déforestation* et (iii) *mettre en place un mécanisme de gestion des risques*. Michelin/Soja.

**Scénario 4 :** Certification territoriale : Ce scénario privilégie des approches paysagères. Identifier les territoires qui s’engagent dans des démarches de durabilités (gouvernement des pays prod.). Vérifier leurs comptabilités avec les critères de la SNDI dans le but d’assurer la zéro déforestation importée pour toutes les productions des territoires.

Exemple : L’approche Zéro-Déforestation dans le département de Guaviare en Colombie (zéro déforestation) ou REDD+ national au Ghana (chaine d’approvisionnement décarbonée)

**Thème 3 :** **Mécanismes incitatifs :** D’après vous quelles mesures tarifaires et non tarifaires pourrait envisager la France pour mettre en œuvre la démarche retenue ?

Mesures tarifaires : taxation différenciée, subvention aux producteurs/importateurs…

Mesures non tarifaires : politique d’interdiction de produits non labélisés, permis d’importation, entente bilatérale entre la France et des pays producteurs